

# CENTRE D'OPÉRATIONS D'URGENCE ET CELLULE D'ÉVALUATION ET D'ANALYSE DE BEYROUTH

## Analyse des besoins humanitaires dans le cadre de l'étude dans le Grand Beyrouth Analyse de situation - 25 août 2020

Le 4 août, une grande explosion s'est produite dans le port de Beyrouth, faisant au moins 180 morts et plus de 6 000 blessés. Plus de 40 000 bâtiments ont été endommagés ou détruits (OCHA – Bureau de la coordination des affaires humanitaires 17/08/2020; Al Arabyia 17/08/2020). La cause de l'explosion, bien que faisant encore l'objet d'une enquête, a été attribuée à 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium qui étaient stockés de manière inadéquate dans les entrepôts portuaires (The Guardian 05/08/2020).

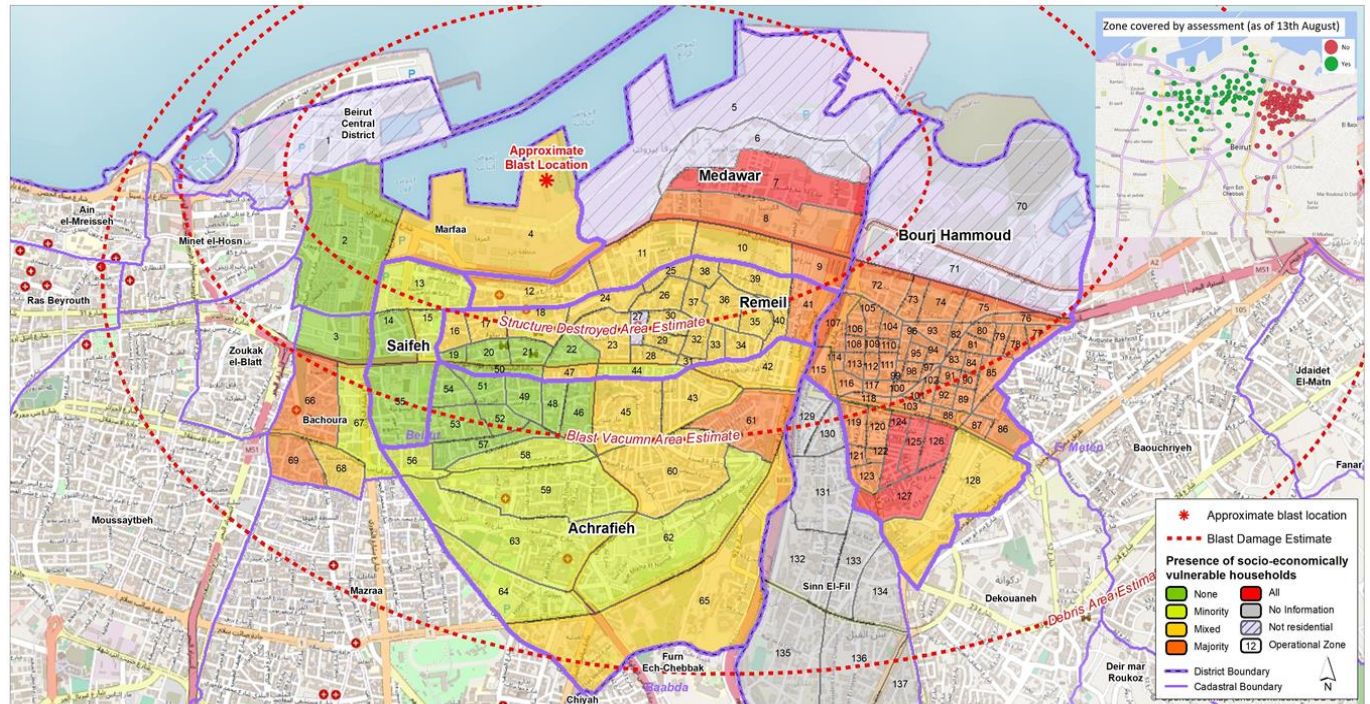
De nombreux cadastres du Grand Beyrouth sont touchés, dont certains sont habités par des personnes libanaises vulnérables ou pauvres, des travailleurs migrants ou des communautés de réfugiés. Des entreprises ont été détruites et jusqu'à 300 000 personnes auraient perdu leur maison (World Vision 08/2020 ; UNICEF 05/08/2020, NYT 05/08/2020, UNICEF 07/08/2020). Environ 70 000 personnes ont perdu leur emploi suite à l'explosion (OCHA 17/08/2020). L'explosion s'est produite alors que le Liban traverse une profonde crise économique et politique, et que le nombre de cas de COVID-19 augmente constamment (OCHA 05/08/2020, BBC 06/08/2020, NYT 05/08/2020). Des manifestations suscitées par la méfiance à l'égard du gouvernement libanais et de l'administration générale se poursuivent depuis des mois dans la ville de Beyrouth, entraînant ainsi la démission du gouvernement, le 10 août 2020.

Les **Besoins prioritaires** (dont les évaluations sont toujours en cours) comprennent la réhabilitation des abris, l'aide en espèces, le soutien aux moyens de subsistance, l'accès aux soins de santé et à la nourriture, ainsi que le soutien psychosocial.



Lebanon: Beirut Explosion  
Zone Socio-economic Vulnerability with ACAPS blast radius damage estimate

MA040 v1



### À propos de ce rapport

Ce rapport présente un examen complet des données secondaires et primaires disponibles **sur les besoins sectoriels principaux de la population touchée suite à l'explosion à Beyrouth**. Il a été élaboré par ACAPS, REACH, MapAction, Mercy Corps et OCHA/UNDAC, avec le soutien des partenaires de la Croix-Rouge libanaise et des Cellules d'opérations d'urgence. **Une deuxième analyse sur la zone la plus touchée et sur les principaux groupes vulnérables au sein de la population affectée** sera bientôt disponible sur le site Internet d'ACAPS.

### Table des matières

Aperçu et conditions humanitaires.....	2
Informations spécifiques au secteur.....	3
Mécanismes d'adaptation.....	14
Accès humanitaire.....	15
Capacité de réaction.....	16
Évaluations.....	18
Limitations et lacunes en matière d'information.....	21
Méthodologie.....	23
À propos de la Cellule d'évaluation et d'analyse.....	24

See full map on page 20

## Aperçu et conditions humanitaires

**Le 4 août, une grande explosion s'est produite dans le port de Beyrouth**, faisant 180 morts et plus de 6 000 blessés. Au 17 août, environ une douzaine de personnes sont toujours portées disparues (OCHA 17/08/2020; PAM 19/08/2020). Bien que les causes exactes de l'explosion fassent encore l'objet d'une enquête, l'explosion a jusqu'à présent été attribuée à 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium stockés de manière inadéquate dans l'un des entrepôts portuaires (The Guardian 05/08/2020).

L'explosion a eu un impact significatif sur plusieurs cadastres<sup>1</sup> dans le gouvernorat/la ville de Beyrouth, dans les municipalités voisines et les cadastres du gouvernorat du Mont Liban. Selon les dernières évaluations, les régions les plus touchées sont les suivantes:

- **Dans le gouvernorat de Beyrouth:** cadastre Saifi (et, à l'intérieur du cadastre, des petits quartiers tels que Gemmayzeh); cadastre Medawar (y compris le quartier traditionnellement pauvre de Karantina, ou Khodr, et le district de MarMikhael); cadastre Rmeil (en particulier le quartier de Geitawi, ou Khodr, et le quartier bar de MarMikhael); cadastre Rmeil (en particulier le quartier de Geitawi); cadastre Achrafieh; cadastre Marfaa (y compris le Nouveau secteur, également connu comme Centre), et le quartier Marfaa; cadastre Bachoura (y compris le plus petit quartier de Basta El Tahta); cadastre Zqaq al Blatt; cadastre Mazraa; cadastre Moussaitbeh; cadastre Dar El Mreisseh; et cadastre Minet El Hosn
- **Gouvernorat du Mont Liban:** Municipalités de Bourj Hammoud, Bauchriyeh, SinEl Fil, Aamaret Chalhoub, Jdaidet El-Matn et Zalqa (toutes situées dans le district de Metn)

**Au 20 août, les cadastres Achrafieh, Bachoura, Mazraa, Rmeil, Medawar et Saifi étaient apparemment les régions les plus touchées dans le gouvernorat de Beyrouth, tandis que Bourj Hammoud et Bauchriya sont probablement les régions les plus touchées dans le gouvernorat du Mont Liban. Ces cadastres sont également les régions où la plupart des évaluations des besoins ont été effectuées.**

**Cependant, la couverture géographique (au-delà des cadastres) et la taille de l'échantillon de ces évaluations varient. Les évaluations fournissent un aperçu, mais ne sont pas entièrement représentatives de l'ensemble de la population touchée dans le Grand Beyrouth. D'autres évaluations sont en cours et les conclusions dans la plupart des régions touchées et les besoins prioritaires sont susceptibles de changer.**

Dans ces régions, les personnes ont perdu des maisons et des entreprises, y compris des restaurants, des bars et des hôtels, tout en étant déjà confrontées à une profonde crise

économique (OCHA 05/08/2020, BBC 06/08/2020, NYT 05/08/2020). Selon le PNUD, 200 000 logements au total ont été touchés à Beyrouth. 40 000 bâtiments auraient été endommagés, dont 3 000 gravement (OCHA 17/08/2020). Plus de 15 000 entreprises, soit 50 % des établissements de Beyrouth, auraient été endommagées, la majorité dans les secteurs de la vente en gros, de la vente au détail et de l'hôtellerie. Dans les régions affectées (et évaluées), de nombreux ménages ont besoin d'un abri et de matériaux de construction. La population déplacée (environ 300 000 personnes) est hébergée chez des membres de famille, des amis et d'autres concitoyens; cependant, les personnes âgées, les travailleurs migrants et les réfugiés auront probablement besoin d'un soutien ciblé. Des écoles, des hôtels et d'autres bâtiments publics ont servi de refuge, bien que l'absorption à ce jour ait été relativement limitée (World Vision 08/2020; UNICEF 05/08/2020, NYT 05/08/2020, UNICEF 07/08/2020).

L'OMS a effectué des évaluations des dommages concernant les hôpitaux de Beyrouth et travaille sur la planification de la reconstruction. La reconstruction a commencé à l'hôpital du gouvernement de Karantina, à Beyrouth, avec des admissions prévues le 21 août (Corps suisse d'aide humanitaire 19/08/2020).

Au 21 août, près de 180 personnes sont décédées, plus de 6 500 ont été blessées, et 10 à 30 personnes sont toujours portées disparues suite à l'explosion (OCHA 17/08/2020; OCHA 21/08/2020). Au 18 août, au moins 13 réfugiés sont confirmés morts, tandis que 254 ont été blessés, 54 d'entre eux gravement (OCHA 21/08/2020).

L'explosion s'est produite en plein milieu d'une profonde crise financière et politique. Environ 10 000 entreprises situées à proximité immédiate de l'explosion ont été détruites ou ont dû fermer leurs portes, laissant plus de 70 000 personnes sans emploi et en situation d'insécurité alimentaire (PNUD 14/08/2020; OCHA 17/08/2020).

**Les capacités d'adaptation** des personnes et services étaient déjà mises à rude épreuve en raison de la crise des réfugiés syriens, des crises économiques, fiscales et financières et de la récente augmentation des cas de COVID-19 confirmés. Les ménages pauvres, les réfugiés et les travailleurs migrants sont particulièrement vulnérables car ils ont moins de ressources pour racheter ou remplacer les biens endommagés ou détruits (y compris la documentation), reconstruire les abris endommagés (souvent loués) et acheter des aliments et des articles de première nécessité. Ces groupes vivent souvent dans des quartiers densément peuplés du Grand Beyrouth, avec un accès limité aux services, y compris l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et les services de santé.

<sup>1</sup> Le Liban est divisé de manière administrative en trois niveaux principaux: provinces ou gouvernorats (Admin 1), districts ou cazas (Admin 2), et cadastres (ahya) (Admin 3). Les districts (Admin 2) sont divisés en municipalités qui correspondent parfois, mais pas toujours, au district lui-même (comme c'est le cas de

Beyrouth). Les cadastres (Admin 3) contiennent des régions plus petites traditionnellement (mais pas administrativement), connues sous le nom de quartiers. La CRL a également divisé Beyrouth en zones (manatiq) pour coordonner et évaluer la réponse à la catastrophe.

La nourriture, le carburant et l'électricité, ainsi que d'autres articles non alimentaires, étaient déjà plus chers avant l'explosion, en raison de l'hyperinflation (atteignant 91 % en juin 2020) et de la perte de valeur de la monnaie locale (The National 25/07/2020; L'Orient-Le Jour 24/08/2020). L'explosion a détruit les principales réserves de blé de Beyrouth et a endommagé certaines parties du port de Beyrouth. De nombreuses importations devront être détournées vers Tripoli, un port avec moins de capacité que Beyrouth. Cela risque d'exercer une nouvelle pression à la hausse sur les prix des denrées alimentaires et des produits de base, qui n'ont cessé d'augmenter en raison de la crise économique.

Les manifestations à Beyrouth se poursuivent depuis octobre 2019 et se sont multipliées après l'explosion, la population réclamant la démission du gouvernement. Le gouvernement de Hassan Diab (Premier ministre) a démissionné le 10 août, suite à la démission de plusieurs ministres du cabinet (BBC 10/08/2020).

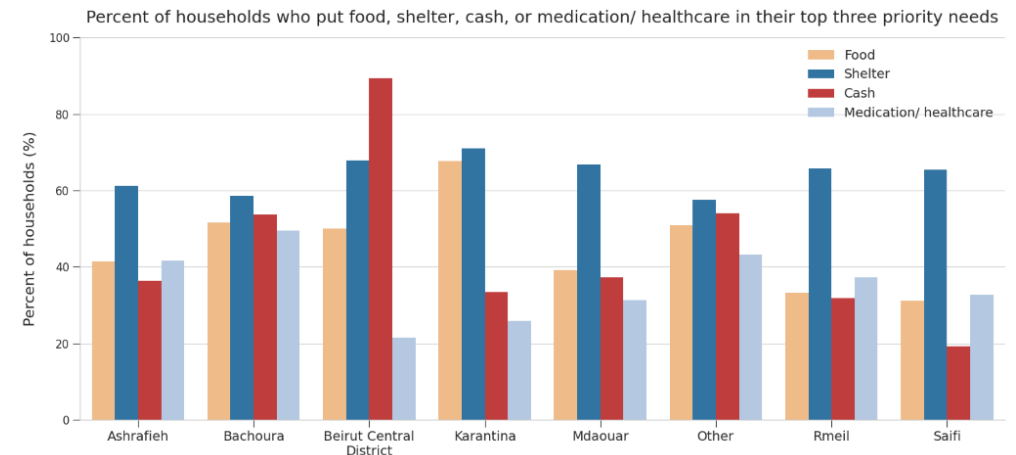
ACAPS publiera un rapport de suivi en examinant rapidement les groupes vulnérables et le contexte avant la crise.

### Priorités actuelles (dernière évaluation des besoins multisectoriels)

Les résultats initiaux de plus de 4 000 enquêtes de ménages dans le cadre de l'évaluation des besoins multisectoriels menée par la Croix-Rouge libanaise et ses partenaires entre le 7 et le 13 août ont relevé les priorités suivantes (CRL 13/08/2020):

- Abri, reconstruction et réhabilitation
- Moyens de subsistance
- Aide en espèces
- Accès aux soins de santé et aux médicaments
- Soutien psychosocial
- Sécurité alimentaire

Au 14 août, **1 million de personnes ont été identifiées comme étant dans le besoin** en raison de l'explosion et de la crise économique. Jusqu'à 1 million de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire et une assistance de matière de santé, tandis que 300 000 ont besoin de services relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) et d'une aide pour se loger. Les évaluations des besoins rapides ont également mis en évidence les dommages aux infrastructures de l'éducation qui affecteront des milliers d'étudiants. Les besoins en matière de protection ont également augmenté depuis l'explosion, ainsi que les besoins en matière de santé mentale (OCHA 14/08/2020).



Source: LRC 13/08/2020

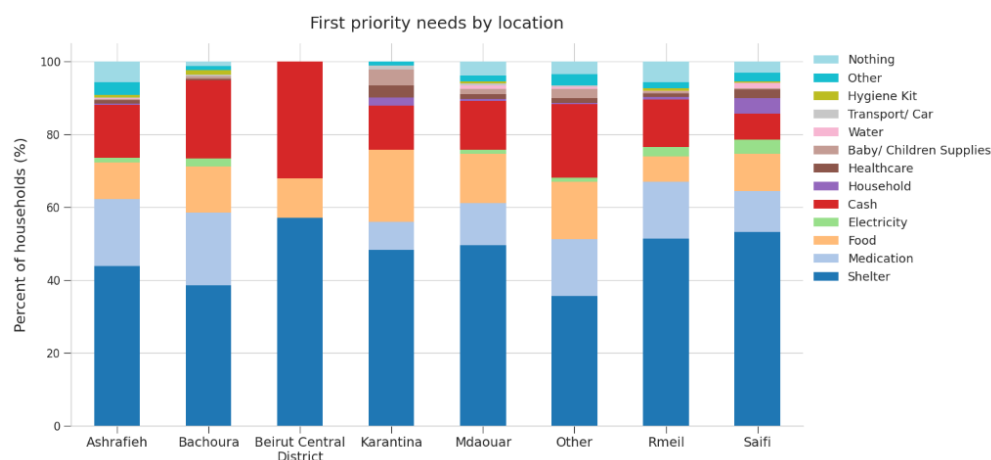
## Informations spécifiques au secteur Abri et articles non alimentaires

### Lacunes et limitations en matière d'information

Les personnes interrogées au cours des premières heures après l'explosion étaient traumatisées et n'ont pas répondu à toutes les questions posées, ce qui est compréhensible (HelpAge et al. 18/08/2020). Des préjugés et une certaine subjectivité ont pu influencer les réponses aux enquêtes, ce qui a eu une incidence sur l'analyse. Au fur et à mesure que les personnes passent d'un hébergement à un autre, il peut être difficile de suivre leurs besoins, notamment en ce qui concerne les abris, l'aide en espèces et les moyens de subsistance, et elles pourraient être comptés deux fois dans les évaluations des besoins (discussions avec les partenaires opérationnels 09/08/2020). Faut de collecte et d'évaluation de données concernant les personnes vivant en dehors de leur maison et leur localisation spécifique, il est plus difficile d'évaluer quelles structures d'accueil et quelles familles ont besoin de soutien. De plus amples informations sont nécessaires sur la raison pour laquelle les personnes restent dans leurs maisons d'origine. La disponibilité limitée de données ventilées par sexe et par âge ralentit l'analyse des vulnérabilités et des besoins liés au genre.

L'abri a été systématiquement mentionné comme **le besoin le plus** crucial des ménages dans l'évaluation des besoins multisectoriels (résultats initiaux, les évaluations sont toujours en cours). Les personnes interrogées dans le district central, Medawar, Saifi, Karantina, et Rmeil étaient plus susceptibles de désigner l'abri comme leur besoin

prioritaire (CRL 13/08/2020). Une régression logistique menée sur les données de l'enquête de la CRL a révélé que les ménages de **nationalité libanaise** étaient statistiquement plus susceptibles d'inclure un abri dans leurs trois principaux besoins prioritaires. Les ressortissants syriens et autres nationalités ont priorisé plus souvent d'autres types d'aide, comme les soins de santé, la nourriture et l'aide en espèces, ainsi que les besoins en matière d'abri. Cependant, en raison de la manière dont les questions relatives aux besoins prioritaires ont été posées dans l'enquête, il ne peut pas être déterminé si cela est parce que les ménages de nationalité libanaise ont davantage besoin d'une aide à l'abri, c'est-à-dire qu'ils ont été plus lourdement affectés par l'impact direct de l'explosion, ou parce que les ménages d'autres nationalités ont davantage besoin d'autres types d'aide, comme les soins de santé, la nourriture et l'aide en espèces (CRL 13/08/2020).



Source: LRC 13/08/2020

## Déplacement

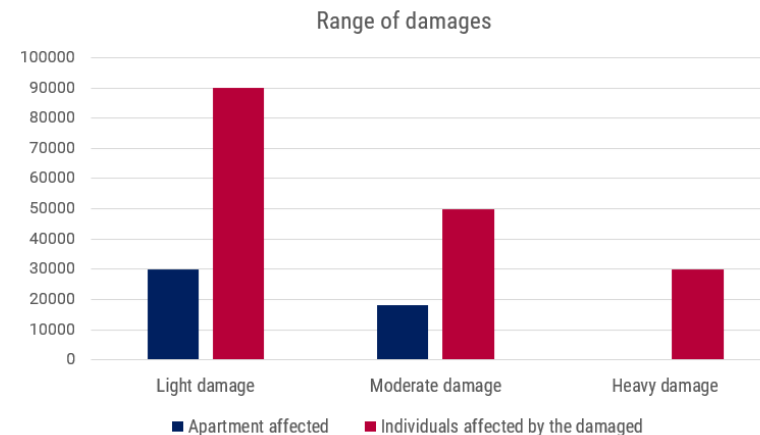
Selon les estimations du gouverneur de Beyrouth, **jusqu'à 300 000 personnes sont susceptibles d'être déplacées** puisque leurs maisons ont subi des dommages ou ont été partiellement détruites suite à l'explosion. De nombreuses personnes touchées et ayant besoin d'aide hésitent à quitter leur maison (OCHA 14/08/2020), les ménages les plus pauvres étant plus susceptibles de **rester dans leur maison**, même si celle-ci est très endommagée et peu sûre (Save the Children 08/2020).

Près de 80 % des 940 ménages qui ont demandé de l'aide à l'UNICEF pour recevoir des tentes dans les quartiers de Geitawi, Karantina, Basta et Ras al-Nabeh vivaient toujours dans leur maison, 12 % avaient déménagé dans des hôtels, tandis que seulement 6 % étaient hébergés chez des amis et des membres de leur famille, et 4 % avaient loué un

autre logement. Seulement 1 % des personnes interrogées ont déménagé dans un abri public (UNICEF 17/08/2020). **Les femmes âgées** vivant seules représentaient un pourcentage significatif des personnes qui sont restées dans le rayon du site de l'explosion. Sur l'ensemble de l'échantillon étudié dans une évaluation à venir par ONU Femmes, OCHA et ACTED, 12 % des femmes interrogées ont déclaré vivre seules, dont les trois quarts étaient âgés de plus de 60 ans (évaluation à venir par ONU Femmes, OCHA, ACTED 20/08/2020).

Une semaine après l'explosion, certaines familles de Karantina ont déclaré qu'elles ne se sentaient plus à l'aise chez **leur famille et leurs amis**. Certaines familles ont déménagé dans des studios et d'autres logements surpeuplés, ce qui accroît les coûts, les risques en matière de protection et les risques sanitaires, surtout avec la hausse des cas de COVID-19 au Liban (ACTED 08/12/2020). **Les hôtels, les maisons d'hôtes et les lieux de culte** restent ouverts aux personnes qui ont besoin d'abri, mais il n'est pas clair s'ils sont utilisés, et dans quelle mesure, en tant que système de signalement centralisé couvrant toutes les infrastructures concernées. Dans tous les cas, ces établissements semblent proposer une solution d'hébergement à court terme (Beirut Crisis Shelter 08/2020).

## Dommages aux bâtiments



Source: OCHA 14/08/2020

Au moins **200 000 unités** de logement ont été touchées par l'explosion (PNUD dans OCHA 19/08/2020). Sur la base des évaluations menées jusqu'à présent, le nombre d'appartements présentant des dommages sérieux (1 144) est faible par rapport à ceux présentant des dommages superficiels et modérés (30 000 et 17 000 respectivement). Cependant, en ce qui concerne les appartements très endommagés, de nombreuses personnes ont été touchées par rapport aux appartements présentant des dommages

superficiels et modérés. Le ratio approximatif des personnes touchées par appartement présentant des dommages superficiels à modérés est de 3:1, mais passe à environ 30:1 en cas de dommages sérieux (OCHA 14/08/2020). 51 % des 4 194 ménages interrogés par la CRL (conclusions initiales, les évaluations sont en cours) ont signalé des dommages aux **vitres des fenêtres**, et environ 40 % ont également constaté des dommages aux **cadres des fenêtres**. La moitié des personnes interrogées ont signalé des dommages mineurs et réparables à leur porte externe, tandis qu'un cinquième devait remplacer entièrement **la porte** (CRL 14/08/2020). Ceci est cohérent avec les conclusions d'une évaluation menée par l'UNICEF à Geitawi, Karantina, Basta et Ras al-Nabeh entre le 10 et le 17 août, selon laquelle : 40 % des 84 répondants ont signalé des bris de verre ; 16 % ont signalé des bris d'aluminium ; et 15 % avaient des murs effondrés (ACTED 08/12/2020).<sup>2</sup> Les conclusions de l'évaluation initiale des besoins multisectoriels à Achrafieh, Karam el Zaytoun, Karantina, Badawi et Khandak al-Ghamiq ont également signalé des dommages structurels aux balcons (20 % des personnes évaluées), aux plafonds/toits (13 %), aux poutres et aux colonnes (environ 20 %). Beyrouth fera face à une forte augmentation de la demande **en verre, ciment, rambardes de balcon, câbles électriques, portes, bois, acier et aluminium** (ACTED 12/08/2020).

Le manque de fenêtres et de portes fonctionnelles privent les familles de leur **vie privée** et augmente le risque de **cambrilage**. L'absence de refuges sûrs et d'électricité augmente les risques de harcèlement et de violences sexistes, en particulier chez les femmes et les filles, en raison des vulnérabilités liées au genre. Des groupes communautaires ont mis en place des systèmes de surveillance improvisés dans certaines régions touchées (Save the Children 08/2020).

En raison de la chaleur estivale, les feuilles de plastique montrent déjà leur **capacité d'isolation** limitée et exposeront les maisons aux pluies automnales et aux températures hivernales extrêmes si la fourniture à grande échelle et l'installation de verre et de montures ne sont pas achevées avant le changement de saison. (ACTED 12/08/2020, HelpAge et al 14/08/2020). Les informateurs clés dans les régions affectées se préoccupaient de **l'accessibilité des matériaux de réparation** et de leur disponibilité future sur le marché (Save the Children 08/2020, CICR 14/08/2020). Le port de Beyrouth a repris 30 % de sa fonctionnalité initiale et les premières livraisons de matériaux de construction (fer) ont recommencé (OCHA 19/08/2020).

Lors du processus de reconstruction, il faudra gérer un certain nombre de défis distincts qui se chevauchent : l'infrastructure individuelle et communale et l'espace ; la préservation du patrimoine urbain ; les préoccupations sociales, économiques et environnementales, ainsi que le rôle des communautés, de l'État et du secteur privé. La

planification doit commencer dès maintenant pour tirer les leçons des erreurs de reconstruction après la guerre civile et le conflit de juillet 2006 et éviter de les répéter (Centre libanais d'études politiques – LCPS 21/08/2020).

Loyer

Les possibilités d'emploi étaient rares depuis le début de la crise financière. Cette situation s'est aggravée à cause de la COVID-19 et de l'explosion au port de Beyrouth qui a endommagé les lieux de travail et les entreprises. Les travailleurs journaliers et intérimaires n'ayant pas d'économies risquent de se faire expulser (PAM 17/08/2020). Parmi les ménages interrogés dans le cadre de l'évaluation des besoins multisectoriels à ce jour (premières conclusions, les évaluations sont en cours), **54 % vivaient dans un logement loué** (CRL 13/08/2020). Selon des informations non confirmées, il a été demandé à certains locataires de payer en avance pour les dommages, même si cela relève normalement de la responsabilité du propriétaire. Compte tenu de la crise économique actuelle, à cause de laquelle de nombreuses personnes au Liban ont perdu 70 % de leurs économies, trouver l'argent pour payer les réparations urgentes sera probablement un énorme défi pour les locataires et les propriétaires (discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020). Le paiement du loyer et des dommages s'ajoute aux autres besoins prioritaires. Étant donné que les ménages ont peut-être épuisé ou sont sur le point d'épuiser leurs économies, les risques **d'endettement** sont plus élevés, ce qui les rend encore plus vulnérables (Food Security Cluster 22/08/2020).

**Les personnes âgées** qui louent des chambres à des prix abordables en vertu de l'ancienne loi sur les loyers et dont les logements sont maintenant partiellement ou complètement détruits, risquent de se retrouver à la rue puisqu'elles ne pourront pas payer leur loyer aux prix actuels du marché.

Carburant et électricité

Des dommages au système d'électricité ont été signalés lors des premières évaluations, en particulier dans la zone de **Karantina**, mais l'extension de ce type de dommage n'est toujours pas claire (HelpAge et al.14/08/2020). Des rapports plus récents ne font pas état d'une détérioration marquée de l'approvisionnement en électricité dans le reste de la ville par rapport aux niveaux avant l'explosion (discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020). Selon l'emplacement, les **coupures d'électricité** pouvaient durer jusqu'à 20 heures par jour avant l'explosion. De même, il était déjà de plus en plus difficile de trouver du **carburant pour les générateurs** avant l'explosion, ce qui a affaibli la fonctionnalité des centres de santé, y compris la chaîne du froid, affectant ainsi les

<sup>2</sup> L'évaluation a interrogé les résidents qui ont demandé de l'aide au Centre de tentes de l'UNICEF. Cela explique la taille relativement réduite de l'échantillon.

conditions de vie des ménages (OCHA 14/08/2020, Human Rights Watch 09/07/2020, Al Araby 27/07/2020).

Autres articles non alimentaires

Certains ménages n'ont pas les moyens d'acheter **des vêtements, de la literie et des ustensiles de cuisine**, même si ceux-ci sont facilement disponibles sur le marché (Save the Children 08/2020, HelpAge et al. 14/08/2020).

Collecte et élimination des déchets

L'élimination rapide des déchets de la rue constitue un véritable défi en raison de la quantité élevée de débris et de décombres et des difficultés à trier le plastique, le verre et d'autres matériaux (CRL 14/08/2020, Save the Children 08/2020, UNICEF 21/08/2020). Les capacités des décharges locales, en particulier pour le traitement des débris du port, sont limitées (discussion avec les partenaires opérationnels 12/08/2020). L'explosion est susceptible d'exacerber les difficultés préexistantes dans les services de collecte et de traitement des déchets (UNDP 14/08/2020, VoA 16/08/2020).

## Risques

- **Matériaux de construction et de réparation non disponibles et/ou inabordables**
- **Augmentation de la transmission de la COVID-19 en raison des logements partagés**
- **Les mesures de prévention contre la COVID-19, notamment le confinement, peuvent entraver les efforts déployés pour fournir de l'aide**
- **Les couvertures temporaires des fenêtres et des portes ne protégeront pas les résidents des pluies automnales et des températures froides de l'hiver**
- **La perturbation à long terme des services de gestion des déchets, déjà insuffisants, pourrait contraindre les personnes à vivre dans des quartiers insalubres, avec le risque d'éventuelles épidémies de maladies transmises par vecteur ou par l'eau**
- **La combustion lente des déchets solides pourrait également entraîner une augmentation du nombre de personnes atteintes de maladies respiratoires**

## Santé

### Lacunes et limitations en matière d'information

Il n'y a pas de données ventilées sur les maladies chroniques affectant la population vivant dans les régions les plus proches de l'explosion. Il est donc plus difficile de prévoir les types de médicaments et de services spécifiques dont les personnes pourraient avoir besoin, soit parce qu'elles n'ont pas les moyens de les acheter, soit parce qu'elles ne les trouvent pas sur le marché. Les effets sur le long terme de la libération de substances chimiques et de matières dangereuses sur la santé des habitants et sur l'environnement doivent être étudiés plus en détail. Il y a peu d'informations sur les vulnérabilités liées au genre en raison du manque de données ventilées par genre.

### Morbidité et mortalité

**Plus de 180 personnes sont décédées**, au moins 6 500 ont été blessées, et environ une douzaine sont portées disparues du fait de l'explosion (OCHA 21/08/2020, OCHA 19/08/2020). Les USI à Beyrouth fonctionnent à pleine ou haute capacité en raison de l'admission de patients atteints de la COVID-19 et de 117 patients traumatisés en raison de l'explosion. Les services de santé de base sont perturbés à Bourj Hammoud et Mar Mikhael, créant potentiellement un encombrement des patients dans les semaines à venir (IMC 17/08/2020, OMS 14/08/2020, USAID 19/08/2020, OCHA 19/08/2020, HCR 17/08/2020). Les cas de COVID-19 confirmés sont signalés parmi le personnel de santé et les patients traumatisés (OMS 14/08/2020). Les mesures de distanciation sociale n'ont pas été pleinement respectées dans le chaos qui a suivi l'explosion et il est possible que la distanciation sociale reste difficile à maintenir et/ou qu'elle soit moins prioritaire au lendemain de la catastrophe. Les personnes touchées continuent de vivre chez des membres de leur famille et des amis, tandis que les bénévoles se rassemblent pour apporter l'aide et l'assistance nécessaires, créant potentiellement des conditions plus favorables pour la transmission de la COVID-19 (OMS 14/08/2020, USAID 19/08/2020). ACAPS publiera prochainement un rapport complémentaire sur le contexte et les vulnérabilités avant la crise, ainsi que plus d'informations sur l'évolution de la COVID-19 au Liban.

Établissements de santé, infrastructures et personnel

**Neuf hôpitaux sur les 16 qui opèrent à Beyrouth ont été endommagés**, dont six partiellement et trois entièrement. Au moins **23 Centres de soins primaires (CSP) ont été gravement touchés**, dont quatre totalement endommagés (OMS 14/08/2020, Health Cluster 22/08/2020). Un centre de transfusion sanguine n'était également plus opérationnel (CRL 12/08/2020). Ces fermetures affecteront des milliers de patients (CICR 10/08/2020). Les **installations de stockage** du réseau national de soins de santé primaires ont été

gravement endommagées. La plupart des vaccins et des stocks de médicaments à des fins de soins aigus ont été récupérés et déplacés vers d'autres entrepôts et le réseau a repris les distributions le 10 août (OMS 14/08/2020, OCHA 14/08/2020). Les centres de santé continuent de signaler des besoins en **équipements de protection individuelle (EPI), médicaments et produits de santé sexuelle et reproductive (SSR)**. Certaines fournitures stockées au port ont été détruites lors de l'explosion et ces articles étaient déjà faibles en stock avant l'explosion (OCHA 19/08/2020, OMS 09/08/2020). Les vaccins contre le tétanos devaient être fournis à grande échelle dans le cadre du traitement des blessures (UNICEF 08/2020). Le personnel de santé a été fortement touché, tant sur le plan professionnel que physique, avec 2 000 médecins qui ont perdu leur cabinet et/ou ont signalé des blessures (OCHA 19/08/2020). Les infirmiers sont toujours nécessaires à la réponse face à cette crise (Caritas 18/08/2020).

#### Besoins en matière de santé

Les hôpitaux ont été saturés par les traitements urgents **des traumatismes et des blessures** dans les premières heures qui ont suivi l'explosion. Bien que les besoins urgents en matière de santé aient largement été satisfaits, les premiers secours sont toujours fournis pour les blessures signalées pendant le nettoyage des débris (OCHA 19/08/2020). Les conclusions de l'évaluation des besoins multisectoriels ont révélé que **les soins de santé et l'accès aux médicaments** restent parmi les quatre besoins prioritaires clés dans toutes les régions interrogées. Vingt pour cent des ménages ont signalé des besoins en matière de santé dans le district central, pourcentage atteignant 50 % à Bachoura (CRL 13/08/2020). De nombreuses familles peinent à trouver l'argent pour payer les soins de santé et les médicaments pour **les maladies chroniques et préexistantes**. L'analyse des données initiales de l'évaluation des besoins multisectoriels (les évaluations sont toujours en cours) ont révélé que les ménages dans des logements loués ou hébergés étaient plus susceptibles de nécessiter un soutien pour payer des soins de santé ou des médicaments. Dix-sept pour cent des ménages qui sont propriétaires de leur logement ont déclaré qu'ils n'avaient pas pu accéder aux soins de santé, pourcentage passant à 24 % chez les ménages dans les logements loués et 39 % dans les logements hébergés. **Les obstacles financiers aux soins de santé** étaient également plus répandus parmi les ménages loués et hébergés. 74 % des ménages qui étaient propriétaires de leur logement n'ont pas pu accéder aux soins de santé car ils n'en avaient pas les moyens, contre 83 % pour les ménages loués et 88 % pour les ménages hébergés (CRL 13/08/2020).

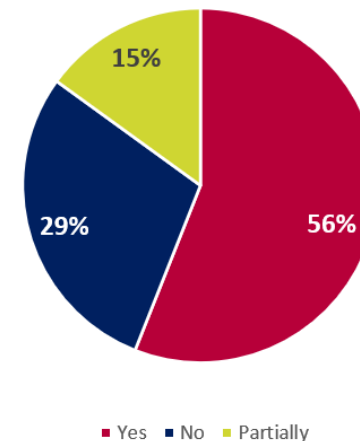
Les hôpitaux et le personnel de santé restent sous la contrainte en raison des besoins croissants dans la récupération post-traumatique, **comme la rééducation et la chirurgie reconstructive**, en plus de l'augmentation du nombre de **patients atteints de la COVID-19**, qui menace de submerger la capacité des USI à Beyrouth et potentiellement à l'échelle

nationale sur le long terme (OMS 14/08/2020, discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020).

Une régression logistique des données de l'évaluation initiale des besoins multisectoriels a révélé que les ménages habitant dans un logement hébergé ou loué, les ménages de nationalité syrienne, les ménages comptant des membres atteints de pathologies ou maladies chroniques, les ménages sans économies, les ménages dont un membre est atteint d'un handicap physique ou mental et les ménages comptant moins d'adultes en âge de travailler étaient moins susceptibles d'avoir accès aux soins de santé. Un grand nombre de ces ménages étaient également **plus susceptibles de placer les médicaments/soins de santé parmi leurs principaux besoins prioritaires**. De plus, les ménages comptant des membres de famille atteints d'une maladie chronique ou d'une affection médicale critique, les ménages dirigés par des femmes et les ménages comptant un nombre plus élevé de membres âgés de plus de 60 ans étaient également statistiquement plus susceptibles de privilégier les médicaments ou les soins de santé (CRL 13/08/2020). Ces résultats suggèrent que les ménages appartenant à ces **catégories vulnérables sont plus urgemment dans le besoin de soins de santé/médicaments, et leurs besoins doivent être considérés comme prioritaires**.

#### Accès aux services de santé habituels

Does your family have access to healthcare or medication since the incident?



Source: LRC 13/08/2020

Beyrouth possède **peu d'hôpitaux publics**. En règle générale, il est nécessaire de payer pour accéder aux services de santé. Bien que le traitement d'urgence ne doive pas être payé en amont, l'accès aux soins de santé reste cher et pourrait devenir prohibitif pour de nombreux habitants qui, suite à l'explosion, n'en ont pas les moyens (*discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020, 11/08/2020*). Le 7 août, un tiers des 802 personnes interrogées par HelpAge et les organisations partenaires de Badawi, Bourj Hammoud, Gemayzeh, Geitawi et Karantina ont signalé un accès entravé aux services de santé, tandis que 45 % ont déclaré qu'il était difficile d'obtenir des médicaments (*HelpAge et al. 14/08/2020*). Les premiers résultats de l'évaluation des besoins multisectoriels ont révélé que 44 % des ménages interrogés n'avaient pas accès, ou seulement partiellement, aux soins de santé ou aux médicaments depuis l'explosion, mais qu'une enquête plus approfondie est nécessaire concernant les obstacles spécifiques à l'accès que rencontrent les répondants (*CRL 13/08/2020*). **Des médicaments** sont disponibles sur le marché, mais les personnes ont du mal à trouver l'argent pour les payer (*Save the Children 08/2020, discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020*). Les résidents interrogés par HelpAge se préoccupaient du traitement des **maladies chroniques** (30 %) et des **problèmes de santé mentale** (26 %) au lendemain de l'explosion (*HelpAge et al. 14/08/2020*). Plus de la moitié des plus de 4 000 ménages interrogés dans l'évaluation des besoins multisectoriels (conclusions initiales, les évaluations sont en cours) ont signalé des maladies chroniques ou des affections médicales critiques (*CRL 14/08/2020*). On estime que 4 000 femmes enceintes actuellement en situation de déplacement nécessiteront un accès régulier aux **soins de maternité** dans les régions touchées par l'explosion (*UNFPA 12/08/2020*). Les services de maternité sont insuffisants ou totalement absents dans la plupart des hôpitaux de campagne qui ont été déployés après l'explosion ou dans les cliniques et les hôpitaux fournissant des services médicaux gratuits aux victimes (*UNFPA 08/2020*).

Blessures supplémentaires pendant les manifestations

Face aux manifestations du 8 au 11 août, les forces de l'ordre ont réagi en **envoyant des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc** qui ont blessé les manifestants et les médecins qui offraient leur aide. Des centaines de personnes ont nécessité un traitement médical sur place ou dans les hôpitaux, ce qui a rajouté une charge temporaire en matière de chirurgie et de traitement des traumatismes (*Amnesty International 11/08/2020, OCHA 20/08/2020*). Dans le climat d'instabilité actuel, on ne peut exclure de nouvelles manifestations et les blessures en découlant. Pour plus d'informations sur les besoins de protection connexes, veuillez consulter la section consacrée en cliquant ici.

Risques environnementaux

Aucune information n'est encore disponible concernant l'éventuelle recrudescence de la détresse respiratoire immédiatement après l'explosion en raison de la poussière

suspendue et des substances toxiques suspectées. Des matières dangereuses trouvées à ce jour sur le port après l'explosion ont été cartographiées (*MapAction 14/08/2020, Environment Cell 14/08/2020*). Les activités de nettoyage du port devront prendre en compte les risques résiduels et assurer le retrait, le traitement et l'élimination sûrs des déchets dangereux (*Environment Cell 21/08/2020*). La présence éventuelle d'amiante, de poussière toxique et d'autres déchets dangereux est une source de préoccupation, y compris pour toute initiative de nettoyage en cours dans l'ensemble de la ville (*Environment Cell 14/08/2020*). Une formation est dispensée aux ONG (*Environment Cell 21/08/2020*). Le ministère de l'Environnement est également en train de développer un plan de gestion des déchets en cas de catastrophe (*Environment Cell 21/08/2020*). Des évaluations complètes sont nécessaires sur la pollution des eaux souterraines et marines suite à l'explosion (*PNUD 14/08/2020, VoA 16/08/2020*).

## Risques

- **Difficultés accrues à accéder aux soins de santé et aux médicaments pour les personnes atteintes d'affections préexistantes en raison d'une plus grande contrainte financière. La réduction potentielle des subventions publiques pour les médicaments, ainsi que les contraintes préexistantes de la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique, peuvent exacerber les problèmes d'accès** (*The 961 23/06/2020, discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020*)
- **Augmentation du nombre de cas de COVID-19 confirmés en raison de la réduction de la distanciation sociale et de l'exposition accrue des patients et du personnel de santé dans les urgences, les refuges et les appartements surpeuplés**

## Santé mentale et soutien psychosocial

Après l'explosion, certaines personnes vivant dans les régions touchées présentaient des signes de problèmes de santé mentale ou de choc. Les bénévoles communautaires recueillant des données ont signalé des signes de dépression et de désorientation au sein de la population évaluée. Il n'est pas clair si et combien de personnes souffrent d'un traumatisme ; cependant, il existe un besoin accru de gestion des traumatismes et de soutien psychosocial (*HelpAge 14/08/2020*).

Les signes de détresse psychosociale signalés dans le cadre de l'explosion comprenaient les symptômes suivants : préoccupation excessive, tristesse, peur, troubles du sommeil, terreurs nocturnes, pleurs et hurlements inhabituels et isolement automatique (*World Vision 15/08/2020*). Dans l'ensemble, 26 % des personnes évaluées dans les quartiers de Badawi, Bourj Hammoud, Gemayzeh, Geitawi et Karantina ont exprimé leurs préoccupations concernant leur santé mentale. Cela concernait particulièrement les personnes âgées (25 % de la population évaluée) et les réfugiés syriens (32 %) (*HelpAge*



14/08/2020). Certains informateurs clés suggèrent que la consommation de médicaments contre le stress a augmenté alors que ces personnes essayaient de gérer leurs symptômes (Save the Children 08/2020).

**Les traumatismes psychologiques sont le problème de protection de l'enfance le plus souvent signalé suite à l'explosion.** Les manifestations de l'anxiété chez les enfants comprennent souvent l'insomnie, les terreurs nocturnes ou le refus de manger. Certains enfants n'auraient pas pu entrer dans les pièces où ils ont assisté à l'explosion et ne sont pas en mesure d'exprimer leurs émotions et de verbaliser leur anxiété (Save the Children 08/2020). Les recherches suggèrent que les enfants peuvent souffrir d'effets psychologiques négatifs jusqu'à 16 mois après avoir vécu une explosion à grande échelle (Save the Children 7/08/2020).

- Plus de 90 % des ménages ont signalé avoir des enfants atteints de détresse psychosociale<sup>3</sup>, avec un peu plus de filles (53 %) que de garçons (47 %) qui ont fait part de leurs préoccupations. La majorité des enfants touchés étaient âgés de 6 à 11 ans (World Vision 15/08/2020).
- Environ la moitié des ménages<sup>4</sup> ont signalé avoir des enfants présentant des signes de comportements ou réactions négatifs suite à l'explosion (non spécifiés dans l'évaluation) (UNICEF 17/08/2020).

**Les adultes sont également susceptibles d'avoir besoin d'un soutien psychosocial en raison du choc, du stress et des sentiments d'incertitude causés par l'explosion et la crise économique en cours.**

Les principaux changements comportementaux signalés chez les adultes étaient la préoccupation excessive, la peur et les troubles du sommeil. Plus de femmes (59 %) que d'hommes (41 %) ont signalé une détresse psychosociale. Si cette détresse n'est pas traitée, elle peut entraîner un risque de problèmes de santé mentale à plus long terme, notamment le stress post-traumatique, l'anxiété, la dépression, les pensées ou intentions suicidaires ou d'automutilation, ainsi que les addictions (World Vision 15/08/2020, Metro 7/08/2020). Certaines lignes d'assistance téléphonique estiment que les appels de soutien psychosocial ont doublé depuis l'explosion (discussions entre ACAPS et les acteurs opérationnels 19/08/2020).

Les problèmes de santé mentale restent tabous dans certaines parties de la société libanaise et entraînent souvent une stigmatisation chez les personnes atteintes de maladie mentale, devenant un fardeau plus lourd que la maladie elle-même.

<sup>3</sup> Dans les ménages évalués principalement dans les quartiers de Bourj Hammoud, Sin El Fil, Cyeh et Nabaa

## Risques

- **L'explosion et la détérioration des conditions de vie risquent d'aggraver les problèmes de santé mentale. Les problèmes de santé mentale et la détresse au sein des ménages risquent également d'exacerber les problèmes de protection liés à la sécurité et à la violence domestique.**

## Protection

### Lacunes et limitations en matière d'information

Peu d'informations sont disponibles sur l'impact de l'explosion sur les groupes vulnérables ou sur les mécanismes d'adaptation négatifs liés à la protection auxquels les personnes sont contraintes de recourir. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour suivre l'augmentation du nombre de cas de violences sexuelles et sexistes (VSS) et des problèmes graves de santé mentale. Il y a peu d'informations de base en général sur les personnes LGBTIQ+ qui sont souvent invisibilisées dans les statistiques et les données, ce qui empêche de mesurer l'impact sur elles et de planifier les moyens de les protéger.

### Manifestations violentes

L'explosion s'est produite en plein milieu d'une profonde crise financière et politique. Les manifestations contre le gouvernement se poursuivent depuis octobre 2019 à Beyrouth et se sont intensifiées depuis l'explosion, avec des personnes demandant la démission du gouvernement et le désarmement de Hezbollah.

Les manifestations ont été relativement violentes le 8 août, en particulier dans les régions autour du parlement et des ministères des Affaires étrangères, de l'Économie et de l'Environnement dans le centre de Beyrouth. Le gouvernement de Hassan Diab (Premier ministre) a démissionné le 10 août, suite à la démission de plusieurs ministres du cabinet au cours des jours précédents, dans un contexte de manifestations de plus en plus violentes (BBC 10/08/2020). Ces manifestations ont provoqué des blessures significatives chez les manifestants et les forces de l'ordre, causant également la mort d'un officier de police. Du 8 au 11 août, 728 civils ont été blessés, dont 160 ont été transférés dans des hôpitaux pour y être soignés (OCHA 14/08/2020).

La police a utilisé des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des projectiles métalliques tirés par des fusils de chasse, tandis que les manifestants ont jeté des pierres

<sup>4</sup> Dans les ménages évalués principalement dans les quartiers de Rmeil, Karantina, Geitawi, Bastat et Gemmayzeh.

et des feux d'artifice et ont mis des feux. Les manifestants ont pénétré dans plusieurs ministères gouvernementaux et les ont temporairement occupés (Al Jazeera 11/08/2020, Al Jazeera 9/08/2020, CNN 8/08/2020).

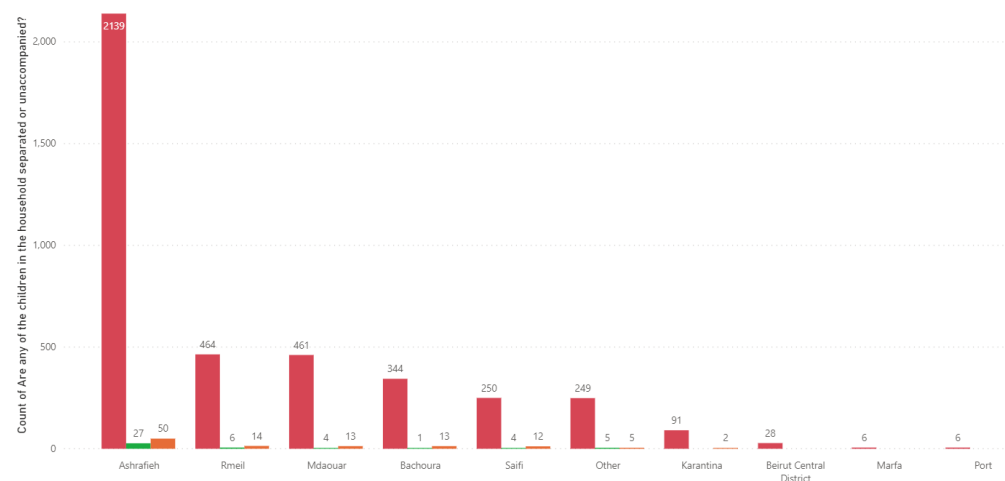
Les séquences provenant des manifestations montrent un usage excessif et aveugle de la force caractérisé par des tirs d'armes à feu dans le but de blesser, ce qui indique que les autorités voulaient punir les manifestants et les dissuader de participer (Amnesty 17/08/2020).

Aucune manifestation majeure n'a été signalée depuis le 11 août. Cependant, il est fort probable que les manifestations reprennent, en raison de la détérioration des conditions économiques et des perceptions négatives de la réponse de l'État face à l'explosion.

## Séparation des familles

Au 13 août, plus de 100 ménages avaient signalé des cas d'enfants séparés de leur famille ou non accompagnés sur plus de 4 000 ménages évalués (3 %). Bien que la plupart des cas signalés proviennent du cadastre Achrafieh, le pourcentage le plus élevé (5 %) des ménages signalant ce problème se trouve dans Saifi (CRL 13/08/2020).

Are any of the children in the household separated or una... ● no ● refuse\_to\_answer ● yes



*La raison pour laquelle Achrafieh rapporte le plus grand nombre d'enfants séparés de leur famille ou non accompagnés est parce que le nombre le plus élevé de ménages évalués habitent à Achrafieh.*

Bien que ces informations soient préliminaires, cela indique que certains enfants ne sont pas avec leurs parents et les personnes qui s'occupent d'eux habituellement, soit à cause de l'explosion, soit en raison d'autres facteurs. **Le fait d'être un enfant séparé ou non accompagné peut avoir un impact négatif sur la santé mentale, même si l'enfant fait**

**actuellement partie de la famille élargie.** Les enfants non accompagnés provenant de ménages pauvres sont plus susceptibles de tomber dans des mécanismes d'adaptation négatifs, comme le travail des mineurs et la mendicité, et sont confrontés à un risque accru d'exposition à l'exploitation et aux abus (Save the Children 13/08/2020).

Droits au logement, droits fonciers et droits de propriété (LFP)

Les conseils juridiques sur les droits de propriété, les problèmes de logement et la restauration ou le renouvellement de la documentation sont importants pour garantir que les individus puissent accéder aux droits et à la protection appropriés. **Les ONG locales et les bénévoles ont soulevé des préoccupations sérieuses sur des programmes visant à persuader les personnes touchées, les personnes âgées, en particulier, de vendre leurs maisons endommagées, avec des personnes se faisant passer pour des bénévoles suggérant la vente** (HelpAge 14/08/2020).

De nombreuses personnes âgées vivent dans des zones historiques de Beyrouth. L'augmentation de la pauvreté est susceptible de rendre très difficile la reconstruction et la réparation des dommages chez leur domicile. Les rumeurs sur les développeurs qui contactent des propriétaires désespérés ou vulnérables à Achrafieh ou Gemmayzeh ont circulé largement sur les réseaux sociaux (Los Angeles Times 13/08/2020, sources bénévoles locales).

Certains locataires ont prétendument été contraints par leurs propriétaires de payer de l'argent afin de faire remplacer des portes cassées et des fenêtres brisées. Il est légalement de la responsabilité des propriétaires de payer les réparations, qui doivent ensuite être admissibles au remboursement prévu par le Conseil de secours supérieur. De nombreux propriétaires de terrain ne disposent pas des ressources nécessaires pour payer à l'avance ou ne pensent pas qu'ils seront remboursés. De nombreux locataires continuent à vivre dans des maisons endommagées sans sécurité ni protection suffisantes (Al Arabiya 17/08/2020).

Certains propriétaires ont utilisé les dégâts comme excuse pour faire pression sur les locataires afin qu'ils quittent les lieux. Comme les propriétaires de bâtiments ne payent pas de taxes municipales sur les appartements vides, de nombreux propriétaires préfèrent s'installer dans des appartements vacants plutôt que de les louer à un tarif inférieur. Certains locataires qui ont quitté temporairement les lieux en raison de la crainte des dégâts ne seront pas autorisés à revenir. D'autres furent contraints de quitter les lieux se retrouvant ainsi sans abri ou de se faire héberger chez leur famille ou chez des amis, ou de rester dans des hôtels ou des abris publics (Al Arabiya 17/08/2020).

## Les personnes déplacées sont privées de protection sociale et risquent de se retrouver sans abri

Sur les 300 000 personnes déplacées dans la région du Grand Beyrouth, 100 000 sont des enfants. La plupart ont trouvé refuge chez des proches ou des groupes communautaires locaux, mais de nombreuses personnes sans réseau de soutien local sont contraintes de dormir dans la rue ou dans des bâtiments peu sûrs (UNICEF 7/08/2020).

La situation actuelle du logement se traduit par des ménages et des communautés surpeuplés, ce qui augmente le risque de transmission de la COVID-19 et des violences sexuelles et sexistes (VSS) (HelpAge 14/08/2020). La concentration la plus élevée de ménages qui comptent 10 personnes ou plus demeurant sous le même toit était dans les cadastres Medawar et Achrafieh, en particulier dans le quartier de Karantina à Medawar (bien que les évaluations soient toujours en cours) (CRL 13/08/2020).

Certaines femmes et filles ont été relogées dans des hébergements temporaires ou des abris partagés, ce qui les expose au risque de VSS, qui étaient déjà en hausse lors de l'épidémie de la COVID-19 (CRI 14/08/2020).

Certains migrants, y compris les travailleurs domestiques, ont été abandonnés par les familles pour lesquelles ils travaillaient et sont maintenant contraints de vivre dans la rue, souvent sans documentation. Le manque de documentation et le faible statut social pourraient entraver l'accès des migrants à l'aide. Les travailleurs migrants sont fortement concentrés à Geitawi, Gemayzeh et Bourj Hammoud, où des niveaux élevés de besoins humanitaires sont signalés. Une inquiétude croissante se fait sentir quant au risque accru de traite des êtres humains et de trafic sexuel pour les migrants vulnérables. Quinze cas de traite ont été signalés à Bourj Hammoud, et à Nabaa (Discussions entre ACAPS et les acteurs opérationnels, 19 août 2020).

Au fur et à mesure que la situation se détériore, plus de personnes privées de protection sociale (réfugiés, LGBTIQ+, travailleurs domestiques) ne seront pas en mesure de répondre aux besoins de base et seront entièrement tributaires des prestataires de services, ou devront recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs qui les exposent à l'exploitation et aux abus (acteurs opérationnels au Liban).

### Violences sexuelles et sexistes (VSS)

Les femmes et les enfants, en particulier les réfugiés vulnérables, les migrants et les membres de la communauté LGBTIQ+, sont susceptibles de subir des niveaux élevés de VSS. Les hommes et les garçons au Liban sont également soumis à des violences sexuelles et à des abus. Cependant, les chiffres signalés sont susceptibles de rester faibles en raison de la stigmatisation sociale, qui entrave le signalement et la fourniture de soutien.

Les VSS au Liban étaient connues pour avoir augmenté lors de l'épidémie de la COVID-19, car les restrictions de mouvement ont piégé les femmes et les enfants dans des environnements peu sûrs à une période où le stress et les tensions domestiques augmentaient. Une étude a révélé que **54 % des femmes et des filles interrogées après le début de l'épidémie de la COVID-19 avaient vécu une forme de harcèlement, de violences ou d'abus**, avec 44 % déclarant se sentir moins en sécurité chez elles et 57 % moins en sécurité dans leurs communautés depuis le début de la pandémie (UNFPA 08/2020).

**Après l'explosion, le risque de VSS, y compris l'exploitation sexuelle et le trafic sexuel, a augmenté** en raison du manque d'abris et de l'éventuel surpeuplement. À Karantina, les personnes louaient apparemment des petits studios et des lieux exigus servant d'abris temporaires (ACTED 08/12/2020). Les abris temporaires collectifs ou les abris non sécurisés sans portes, verrous et fenêtres réduisent la vie privée et la sécurité, en particulier pour les femmes et les filles (ONU Femmes 17/08/2020).

De nombreuses personnes choisissent de rester dans des maisons endommagées. Dix-neuf pour cent des ménages évalués jusqu'à présent dans l'évaluation des besoins multisectoriels ont signalé des dommages majeurs non réparables aux portes externes, ce qui entraîne un risque significatif pour la sécurité. Au 13 août, 54 % des ménages ont signalé que les ouvertures externes (portes, fenêtres) de leurs maisons n'ont pas été scellées à l'aide de matériaux temporaires. 11 % des ménages ont signalé des installations relatives à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) inacceptables à la suite de l'explosion (toilettes cassées ou qui fuient). Cela pourrait inciter les ménages à rechercher des solutions alternatives, comme le partage des installations avec des personnes autres que les membres de famille, ce qui augmenterait le risque de VSS (CRL 13/08/2020).

Les mécanismes de protection sont des espaces très limités et sûrs, qui ont été partiellement détruits par l'explosion. On craint que cette situation, combinée à la surcharge des mécanismes d'application de la loi et de la justice, crée un vide perçu dans l'état de droit et donne aux auteurs de crime un sentiment d'impunité, ainsi que des occasions de commettre des crimes.

Comme dans de nombreux autres pays, la violence domestique et conjugale est une source de préoccupation importante au Liban. Les risques accrus de protection décrits ci-dessus, associés à l'augmentation des problèmes de santé mentale, de la pauvreté et du désespoir, entraîneront probablement d'autres incidents de VSS (ONU Femmes 17/08/2020). Ce risque sera exacerbé davantage par les conditions de confinement dues à la COVID-19, car les périodes prolongées d'isolement, l'insécurité en matière de revenus et l'accès restreint aux services médicaux et sociaux aggraveront probablement les conditions existantes.

### Cohésion sociale

La réponse rapide à la crise a démontré le degré croissant de cohésion communautaire née du mouvement de manifestations au Liban au cours des 12 derniers mois, y compris des réseaux solides entre les jeunes au-delà des clivages sectaires traditionnels. Les bénévoles se sont précipités dans les rues pour aider au nettoyage et fournir de la nourriture et de l'eau au lendemain de la crise.

Cependant, les acteurs locaux signalent également que les tensions sociales s'accroissent dans de nombreuses régions du pays après l'explosion. Les tensions sociales ont augmenté entre les libanais vulnérables et les réfugiés, avec une concurrence perçue sur des aides et des ressources limitées, exacerbée par de nouveaux besoins aigus et des allégations de partialité dans les premières distributions d'aide.

Un manque de coordination et la prolifération d'intervenants locaux non formés pourraient contribuer à accroître le désordre, la frustration et tensions. Les rapports sur les réseaux sociaux suggèrent que certains ménages sont surévalués et ciblés par plusieurs acteurs d'aide, tandis que d'autres sont négligés. Pour que l'aide atteigne les plus vulnérables, il est nécessaire de sélectionner et de vérifier les bénéficiaires (y compris leur lieu de vie actuel) (ACTED 08/12/2020). Cette vérification doit inclure tous les types de ménage, quel que soit leur groupe de provenance.

## Risques

- **L'explosion et la détérioration des conditions de vie sont susceptibles d'aggraver les vulnérabilités dues à la pauvreté, comme le travail des mineurs.**
- **La désintégration des systèmes d'application de la loi et de justice est susceptible d'exacerber la violence contre les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes LGBTIQ+, en particulier les réfugiés vulnérables et les travailleurs migrants.**
- **L'explosion créera également de nouveaux problèmes de protection autour de la destruction des structures de soutien social, des droits de propriété, des manifestations violentes et de la cohésion sociale.**
- **Les risques de violences sexuelles et sexistes (VSS) augmentent en raison de la détresse, des problèmes de santé mentale et du manque de vie privée pour les personnes qui ont perdu leurs maisons.**

## Sécurité alimentaire

### Lacunes et limitations en matière d'information

Il n'y a pas d'image claire concernant la disponibilité globale des appareils de cuisine et de conservation des aliments sur la base des évaluations publiées. Un manque ou un dysfonctionnement généralisé de ces appareils peut entraver l'accès durable et à long terme des ménages à la nourriture. Aucune information spécifique concernant les besoins nutritionnels après l'explosion n'a été trouvée puisque les évaluations sont en cours. La disponibilité limitée de données ventilées par sexe et par âge ralentit l'analyse des vulnérabilités et des besoins liés au genre.

Dans l'appel éclair, jusqu'à **150 000** personnes parmi celles touchées par l'explosion ont été identifiées provisoirement comme ayant un besoin urgent d'assistance alimentaire immédiate (OCHA 14/08/2020). La nourriture est l'un des quatre besoins les plus fréquemment mentionnés par les personnes interrogées dans les premières phases de l'évaluation des besoins multisectoriels (les évaluations sont toujours en cours). Le plus grand nombre de répondants qui indiquent la nourriture comme un besoin urgent était à **Karantina** (plus de 60 % des ménages interrogés) et **Bachoura** (environ 50 % des ménages) (CRL 13/08/2020). La sécurité alimentaire a été confirmée comme un problème potentiellement grave à **Karantina** (HelpAge et al. 14/08/2020). Près de la moitié des personnes interrogées par HelpAge ont signalé le besoin de kits alimentaires et près d'un tiers ont demandé des **ustensiles de cuisine** (HelpAge et al. 14/08/2020). Bien que la nourriture soit disponible sur le marché, l'accessibilité est la principale préoccupation des résidents libanais et étrangers qui ont peu d'économies et sont confrontés à des prix élevés. La régression logistique des données de l'évaluation initiale des besoins multisectoriels a révélé que les ménages sans économies et les ménages de nationalité syrienne étaient plus susceptibles **d'indiquer la nourriture comme l'un des principaux besoins prioritaires**. Les ménages comptant des membres ayant besoin de médicaments/soins de santé chroniques, les ménages avec plus d'enfants, les ménages en location ou en hébergement, et les ménages comptant moins d'adultes en âge de travailler (18-60), étaient également plus susceptibles de prioriser la nourriture. Une analyse plus approfondie a montré que **le coût abordable est une préoccupation majeure** pour ces ménages, car beaucoup ont également cité l'argent liquide comme un besoin prioritaire, notamment les ménages sans économies, les ménages en location, les ménages avec plus d'enfants et les ménages comptant un membre de famille atteint d'une maladie chronique ou d'une affection médicale (CRL 13/08/2020).

Certaines familles ont eu recours à de la nourriture en conserve en l'absence d'électricité et d'ustensiles de cuisine après l'explosion (Save the Children 08/2020, World Vision 14/08/2020).

**Les prix des aliments** peuvent continuer à augmenter en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement (ONU Femmes 13/08/2020). Les dommages au port Beyrouth, qui fonctionne à 30 %, pourraient également exercer une pression supplémentaire à la hausse sur les prix, puisque les importateurs devront négocier des voies d'approvisionnement alternatives. Le port a été en mesure de recevoir des conteneurs à nouveau à partir du 12 août 2020 (PAM 17/08/2020, OCHA 19/08/2020). L'absence de réserves étrangères pourrait nuire à la durabilité de la chaîne d'approvisionnement actuelle en matière d'importation, en particulier en ce qui concerne les marchands de denrées alimentaires en vrac (discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020, 22/08/2020). La perte de moyens de subsistance et de revenus suite à l'augmentation du taux de chômage affectera également l'accès des résidents à la nourriture (Mercy Corps 14/08/2020). Une cartographie récente de la vulnérabilité socio-économique montre que dans plusieurs régions de Medawar, Bourj Hammoud et Bachoura, la majorité ou la totalité des ménages étaient déjà vulnérables sur le plan économique avant l'explosion et sont donc plus susceptibles d'avoir des capacités d'adaptation limitées après ce dernier choc. (MapAction 18/08/2020). Plusieurs évaluations au cours des dernières années ont montré que la sécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages dirigés par les femmes, et que cette inégalité entre les sexes en matière d'insécurité alimentaire doit être surveillée de près (VASyR 2019, VASyR 2018).

## Risques

- **L'inflation continue sur les prix des denrées alimentaires avec les ménages pauvres diminuant davantage l'apport calorique. L'éventuelle réduction des subventions publiques sur des aliments spécifiques peut exacerber l'insécurité alimentaire** (The961 23/06/2020, discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020)
- **L'indisponibilité de denrées alimentaires spécifiques, en particulier les produits importés, en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et de la diminution des réserves de devises étrangères**
- **La volatilité des devises et les restrictions bancaires posent des défis en ce qui concerne la programmation des liquidités**

## Moyens de subsistance

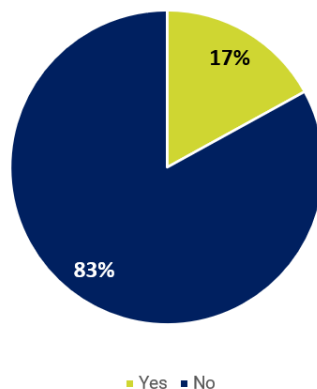
### Lacunes et limitations en matière d'information

Il est peut-être trop tôt pour évaluer les stratégies d'adaptation négatives émergentes mises en œuvre par les ménages qui ont perdu des revenus et des emplois au lendemain de l'explosion. Les informations sur l'impact de l'explosion sur l'industrie de la pêche sont rares. Jusqu'à présent, il n'existe aucune estimation précise concernant les catégories de magasins et d'entreprises détruites ou fortement endommagées. Actuellement, il n'est pas possible d'évaluer quelles sections du secteur des services ont été les plus touchées, et dans quels domaines les produits et services pourraient faire défaut dans les semaines à venir. Il y a peu d'informations sur les vulnérabilités liées au genre en raison du manque de données ventilées par genre.

Au moins **70 000 personnes** ont perdu leur emploi depuis le 4 août. **15 000 entreprises** dans le secteur des services ont été endommagées (PNUD dans OCHA 19/08/2020). Les zones autour du port comptaient de nombreux magasins, bars, restaurants, hôtels, galeries d'art et centres commerciaux employant des milliers de personnes. **Les propriétaires d'entreprise** ont épuisé ou ont considérablement réduit leurs économies après des mois de crise économique et peuvent ne pas être en mesure de prêter ou d'investir de l'argent dans la réparation et la réouverture des magasins, ni d'employer le même nombre de personnes. Les entreprises ne peuvent pas non plus accéder facilement aux économies, même si elles en disposent, en raison de la crise financière, ce qui limite leur capacité à agir rapidement pour réparer les dégâts et à faire en sorte qu'elles soient opérationnelles (CRL 12/08/2020, discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020). **Les fournisseurs** peuvent également être confrontés à une baisse de la demande et à des coûts plus élevés, ainsi qu'à des éventuelles perturbations le long de la chaîne d'approvisionnement (discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020). Le **port** lui-même était un important générateur de bénéfices et a généré plusieurs postes pour les pêcheurs, les employés administratifs et d'autres personnes qui pourraient maintenant être confrontées à des perspectives incertaines jusqu'à ce que les infrastructures soient à nouveau entièrement opérationnelles (OCHA 14/08/2020). Le **confinement** dû à la COVID-19 qui a commencé le 21 août restreindra davantage les possibilités de génération de revenus et les opportunités d'emploi (discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020).

Sur les plus de 4 000 ménages interrogés dans les premières phases de l'évaluation des besoins multisectoriels, 83 % ont déclaré **ne pas avoir d'économies**. Parmi les minorités possédant des économies, 70 % ont estimé qu'elles pouvaient subvenir à leurs besoins pendant moins de 25 jours.

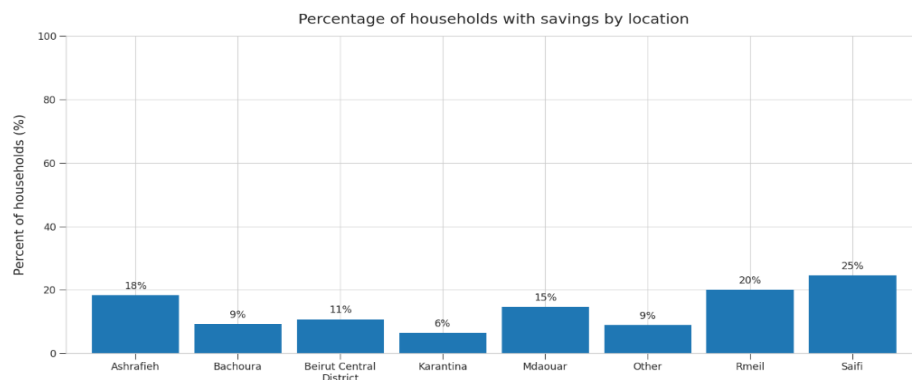
Percentage of households with and without savings



Source: LRC 13/08/2020

Environ 20 % des personnes interrogées à Achrafieh et Rmeil, et 25 % à Saifi, ont déclaré qu'elles avaient un certain niveau d'économies. Cependant, ce pourcentage a chuté à 6 % à Karantina et à 9 % à Bachoura (CRL 13/08/2020).

Sur les 802 personnes interrogées par HelpAge, plus de 50 % **n'étaient pas employées** au 7 août. 50 % des personnes qui avaient un emploi travaillaient en tant que travailleurs journaliers ou intérimaires et le reste concernait soit des propriétaires d'entreprises privées, soit d'autres professionnels (HelpAge et al. 14/08/2020). Ces travailleurs sont très vulnérables aux effets combinés du choc économique dû à l'explosion, des restrictions liées à la COVID-19 et de la crise financière. Le Liban manque de filets de sécurité sociale étendus pour soutenir les travailleurs sans emploi (PAM 17/08/2020, OCHA 14/08/2020).



Source: LRC 13/08/2020

## Risques

- Un taux plus élevé de chômage suite à une réduction des possibilités d'emploi après l'explosion et durant le confinement. Le Liban manque de filets de sécurité sociale étendus pour soutenir les travailleurs sans emploi (PAM 17/08/2020, OCHA 14/08/2020).
- Davantage de ménages épuisent leurs économies et ne peuvent faire face aux dépenses supplémentaires de réparation et de reconstruction

## Eau, assainissement et hygiène (WASH)

### Lacunes et limitations en matière d'information

Il n'existe aucune information concernant les stratégies d'adaptation des ménages qui n'ont plus accès à l'approvisionnement en eau et/ou aux toilettes. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mesurer l'impact sur la situation économique de ces ménages en raison de l'utilisation d'autres sources d'eau potable au réseau public. D'autres recherches sont également nécessaires pour mesurer les risques en matière de santé publique pour les enfants à cause des mauvaises conditions d'assainissement et de l'utilisation d'eau potable non contrôlée. Enfin, une évaluation spécifique de l'impact du manque d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène sur les adolescentes et les femmes est nécessaire (WASH Cluster 22/08/2020). Il y a peu d'informations sur les vulnérabilités et les besoins spécifiques liés au genre en raison du manque de données ventilées par genre.

### Services d'eau et d'égouts

L'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ne figuraient pas comme l'un des besoins prioritaires dans les conclusions de l'évaluation initiale des besoins multisectoriels au niveau des appartements (jusqu'au 13 août 2020). Cependant, jusqu'à 25 % des bâtiments des régions touchées ont perdu l'accès au réseau d'eau (GVC World 17/08/2020, CRL 14/08/2020, USAID 19/08/2020, OCHA 14/08/2020). Une enquête en cours au niveau des bâtiments menée par le secteur WASH montre que sur 3 541 bâtiments évalués jusqu'à présent, 808 ne sont pas accessibles (inoccupés ou non autorisés par des habitants), 125 sont toujours déconnectés du réseau d'eau et 162 signalent des dommages majeurs ou intégraux à leurs systèmes d'assainissement (UNICEF, 22/08/2020). Deux usines de traitement des eaux usées ont été endommagées, l'une signalant des dommages légers tandis que l'autre doit encore être évaluée (OCHA 14/08/2020). L'impact sur les capacités de traitement des eaux usées n'est pas encore clair. Cependant, une inspection des éventuels dommages aux conduites d'eaux usées est prévue (WASH Cluster 22/08/2020).

Le système d'eau a été remis en service le lendemain de l'explosion. Cependant, **il faut s'attendre à des fissures dans les infrastructures, des fuites et des dommages** aux conduites, compte tenu du tremblement significatif provoqué par les explosions. Les inspections ont commencé (WASH Cluster 22/08/2020).

La région à faibles revenus de **Karantina** a vu ses systèmes d'eaux usées et d'égouts plus impactés que d'autres régions interrogées par HelpAge (HelpAge et al. 14/08/2020). Les premiers résultats de l'évaluation des besoins multisectoriels ont révélé que 10 % des ménages interrogés n'ont signalé aucun accès à l'eau et 11 % avaient une toilette cassée ou qui fuyait (CRL 14/08/2020). Des dommages aux **tuyaux de drainage** ont également été observés et au moins 680 ménages ont besoin de nouveaux **réservoirs d'eau** (CRL 14/08/2020, OCHA 19/08/2020, USAID 19/08/2020). Cela pourrait entraîner des dépenses supplémentaires pour l'eau en bouteille ou transportée par camion, des mauvaises pratiques d'hygiène, ainsi que l'exposition des maisons et des routes à des éventuels dommages en cas de pluies abondantes en automne et en hiver.

Sur les 802 personnes interrogées par HelpAge, environ 40 % ont signalé qu'elles rencontraient des difficultés à accéder aux **produits d'hygiène**, qui sont d'une importance cruciale lors de l'épidémie de la COVID-19 (HelpAge et al. 14/08/2020). Les kits de produits de soins pour femmes, notamment les produits d'hygiène menstruelle et les produits pour bébés tels que les couches, sont difficilement abordables pour les ménages démunis (Save the Children 08/2020, Solidarités International 13/08/2020, UNFPA 09/08/2020).

## Risques

- La perturbation des services d'eau et d'évacuation des eaux usées dans les locaux pourrait contraindre les personnes à boire de l'eau impropre à la consommation, à moins respecter les pratiques d'hygiène et à vivre dans des quartiers insalubres, avec des risques d'éventuelles épidémies de maladies transmises par l'eau et de contamination élevée par la COVID-19. Sans accès à l'eau potable, aux services d'assainissement et aux produits d'hygiène, les femmes et les adolescentes sont confrontés à des menaces particulières pour leur santé, leur protection et leur dignité (WASH Cluster 22/08/2020)
- Les fissures et les dommages structurels aux réseaux d'eau et d'évacuation des eaux usées augmentent le risque de pollution de l'eau avec des conséquences immédiates et à long terme sur la santé des enfants et de leurs familles (WASH Cluster 22/08/2020)

## Éducation

### Lacunes et limitations en matière d'information

Les évaluations des centres d'éducation non formelle, qui jouent un rôle clé dans les communautés de réfugiés au Liban, sont en cours (UNICEF 11/08/2020). Il n'est pas certain que les écoles pourront rouvrir en septembre ou continuer à enseigner virtuellement, étant donné l'augmentation des cas de COVID-19 et les dommages subis par des dizaines de centres d'apprentissage à Beyrouth.

Cent vingt écoles (70 publiques et 50 privées) ont signalé divers niveaux de dommages causés par l'explosion qui affecteront 55 000 enfants libanais et non libanais qui devraient reprendre les cours en septembre après les vacances d'été (UNESCO 11/08/2020). Vingt établissements de formation professionnelle qui accueillent normalement 8 000 élèves adolescents ont également subi des dégâts, ainsi que 20 bâtiments de l'Université libanaise, laissant ces établissements très peu de temps pour réparer, reconstruire et redémarrer les classes en automne (UNICEF 14/08/2020, OCHA 19/08/2020, UNICEF 11/08/2020). Le début de l'année scolaire peut également être entravé à cause du nombre croissant de cas de COVID-19. Par conséquent, une prolongation de l'enseignement virtuel pourrait s'avérer nécessaire, ce qui imposerait une charge plus lourde aux parents, en particulier aux mères, qui consacrent de plus longues heures à soutenir l'éducation des enfants à la maison qu'avant la pandémie (discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020, CARE 15/05/2020).

## Risques

- Les écoles ne peuvent pas rouvrir physiquement en raison du nombre croissant des cas de COVID-19 et l'apprentissage virtuel se poursuit. Les élèves qui n'ont pas accès aux outils virtuels prennent davantage de retard et seraient plus susceptibles de décrocher
- Les parents n'ont plus les moyens de payer les frais scolaires en raison de l'augmentation des dépenses pour la nourriture, les réparations et la reconstruction, (OCHA 14/08/2020) ce qui pourrait compromettre la présence des enfants à l'école

## Télécommunications

### Lacunes et limitations en matière d'information

Les évaluations des services de télécommunications à Karantina sont toujours en cours et aucune information n'est disponible concernant l'étendue des éventuels dommages aux réseaux et à la connectivité dans la région (ET Cluster 13/08/2020).

La reconstruction des services de fourniture de données et des infrastructures de télécommunications dans la zone portuaire se poursuit et servira à restaurer la fonctionnalité intégrale du port de Beyrouth, tout en permettant aux professionnels du secteur humanitaire et à d'autres intervenants de continuer à exercer leurs activités dans la région. (ET Cluster 13/08/2020, TSF 19/08/2020).

### Risque

- Les ménages les plus pauvres risquent de manquer d'informations importantes sur les interventions et les services humanitaires suite à l'explosion faute d'accès ou d'accessibilité à des ensembles de données et de connectivité intermittente (ET Cluster 13/08/2020, TSF 19/08/2020). Ceci constitue un véritable problème pour les réfugiés syriens

## Mécanismes d'adaptation

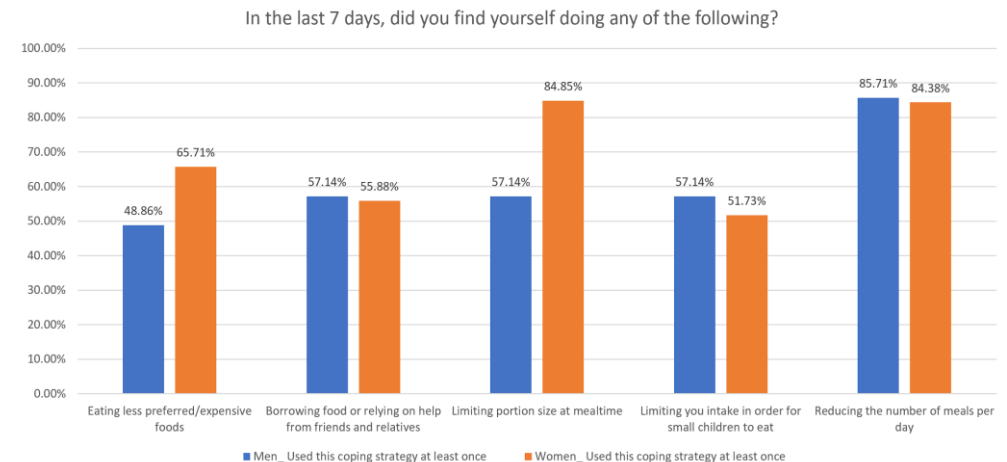
**Nourriture:** Selon les évaluations préliminaires, après l'explosion, les femmes et les hommes des ménages touchés ont adopté des mécanismes d'adaptation négatifs liés à la consommation alimentaire, principalement afin de faire face à la situation économique difficile. La réduction des dépenses alimentaires a été la stratégie d'adaptation la plus souvent citée par les réfugiés et la communauté d'accueil en juin 2020 (PAM 14/06/2020).

Les données ventilées par genre montrent que 66 % des femmes, contre 43 % des hommes, consomment moins d'aliments préférés, que 85 % des femmes, contre 57 % des hommes, réduisent la taille des portions de nourriture au moment des repas, tandis que les hommes et les femmes limitent leur consommation pour que les enfants plus jeunes puissent manger (F : 52 %, M : 57 %) ou réduisent le nombre de repas qu'ils mangent (F : 84 %, M : 86 %) (CARE 05/2020).

**Abri:** Les familles vulnérables ont dû recourir à plusieurs mécanismes d'adaptation négatifs pour garder un toit au-dessus de leurs têtes

- Déclassement du type d'abri : les familles passent d'un abri résidentiel à un abri non résidentiel ou à des règlements informels, où les loyers sont généralement moins élevés.

- Dégradation des conditions d'abri : les familles s'installent dans des abris en mauvais état, ce qui soulève des préoccupations supplémentaires en matière de santé publique lorsque l'accès à l'eau et aux installations d'assainissement est limité.
- Logements surpeuplés : les familles emménagent ensemble pour partager les frais du loyer, mais deviennent potentiellement un facteur de risque pour la propagation de la COVID-19 à d'autres personnes partageant l'abri.
- Endettement ou augmentation de la dette existante : cette situation crée des



problèmes supplémentaires lorsque les familles ne sont pas en mesure de rembourser leur dette faute de revenus.

- Réduction de la consommation alimentaire, pour économiser de l'argent afin de payer le loyer : cette situation augmente les risques de malnutrition et les risques en matière de santé à moyen et long terme, en particulier pour les enfants (AIDC 07/2020).

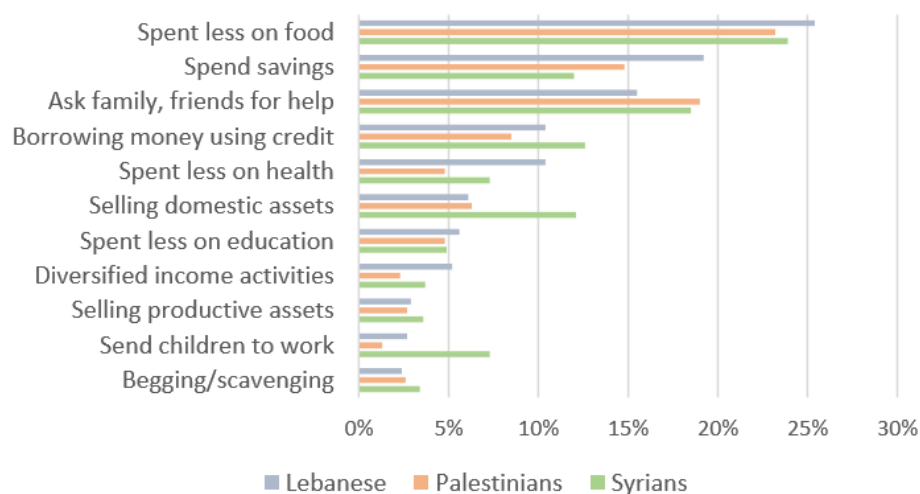
**Santé:** Certains résidents bénéficiant d'une assurance maladie avaient cessé de payer leurs plans, ce qui compromettrait leur accès aux services de santé (AI Araby 10/03/2020). La réduction des dépenses de santé était la cinquième stratégie d'adaptation négative la plus largement utilisée selon les données du PAM à partir de juin 2020, notamment parmi les libanais et les syriens (PAM 14/06/2020).

**Moyens de subsistance:** Les personnes ne font plus de prêts bancaires car elles pensent qu'elles pourraient ne pas être en mesure de les rembourser (AI Araby 10/03/2020). Suite à la crise bancaire qui a débuté en 2019, les personnes ont eu recours à l'emprunt d'argent auprès de parents et d'amis ou à la vente d'or contre de l'argent (CGAP 10/02/2020, PAM 14/06/2020). Les conclusions ont été confirmées par une enquête du PAM de juin 2020 qui a révélé que l'aide de la famille et des amis était la troisième stratégie d'adaptation la plus utilisée par les réfugiés et les communautés d'accueil, juste après avoir dépensé leurs économies (PAM 14/06/2020). Déjà en 2015, les réfugiés s'appuyaient sur les réseaux



familiaux et sociaux pour obtenir une aide financière, créant leurs propres « filets de sécurité sociale » (Merson Partnership et Oxfam 2015). Certains libanais ont vendu des actifs et des propriétés pour obtenir une injection de trésorerie immédiate pour les dépenses domestiques (Al Araby 10/03/2020), une solution non viable en cas de difficultés financières, en particulier si les actifs vendus sont autorisés pour la production de marchandises commercialisables (par ex., machines à coudre, équipement agricole) (CGAP 10/02/2020).

**Chart 10: Main livelihood coping strategies applied**



Source: WFP 14/06/2020

**Éducation:** Les parents d'enfants et d'étudiants universitaires pourraient avoir plus de difficultés à payer des frais de scolarité puisque leurs revenus sont réduits en raison de la perte d'emploi et de l'inflation (Al Araby 10/03/2020, discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020).

**Protection:** Le Liban a connu une augmentation du travail des mineurs et du mariage précoce en 2020. Les informateurs clés ont exprimé leurs préoccupations concernant le mariage des mineurs et le risque que les filles soient forcées de se marier à des âges précoces afin de réduire le fardeau financier des familles qui ont des difficultés à couvrir leurs besoins fondamentaux (discussions ACAPS avec les partenaires opérationnels 19/08/2020).

**Transport:** Des preuves non confirmées suggèrent que les personnes marchent davantage et réduisent leurs dépenses en taxis et en transports publics (Al Araby 10/03/2020). Cela augmentera probablement le temps global consacré aux déplacements

et aux courses et pourrait créer des difficultés pour les personnes qui ont déjà peu de temps, comme les mères qui travaillent.

**Émigration:** Les personnes qui peuvent se permettre de quitter le pays, et qui ont les compétences et les réseaux sociaux nécessaires pour trouver un emploi à l'étranger, pourraient décider d'émigrer plus massivement. Cela risque de priver l'économie d'une main-d'œuvre hautement qualifiée (discussions avec les partenaires opérationnels 19/08/2020, Al Araby 10/03/2020).

## Accès humanitaire

### Accès des acteurs d'aide humanitaire aux populations touchées

En raison d'une augmentation de la propagation de la COVID-19, un confinement national d'une durée de deux semaines débutera le 21 août. Les acteurs humanitaires seront exemptés du confinement dans le Grand Beyrouth afin de poursuivre leurs activités. Cependant, le risque de transmission de la COVID-19 pour les travailleurs humanitaires et les communautés demeure. Pour cette raison, des méthodologies d'évaluation à distance et de collecte de données ont été développées et suggérées par la cellule A&A comme moyen de combler les besoins en matière d'information, d'améliorer la coordination de l'évaluation (couverture géographique et groupes de population cible) et de promouvoir les pratiques « Ne pas nuire » en limitant les contacts physiques inutiles.

### Accès des populations touchées à l'aide humanitaire et aux services

- Déjà submergés par la situation de la COVID-19, les hôpitaux de Beyrouth sont quasiment saturés et signalent le manque d'équipement pour traiter les blessures et soigner les patients en état critique. Certains blessés sont transférés vers des hôpitaux dans d'autres régions du pays (UNICEF 6/08/2020)

### Obstacles physiques à l'accès à l'aide et aux services

La plupart des routes de la région touchée ont été nettoyées par les communautés locales et les entités de protection civile (discussions avec les partenaires opérationnels 11/08/2020).

Certaines importations et exportations ont été redirigées vers le port de Tripoli, qui est à environ 85 kilomètres au nord de Beyrouth. Certaines parties du port de Beyrouth sont toujours exploitables et l'aéroport fonctionne toujours, et les vols commerciaux continuent, malgré les dommages subis.

Les autorités de l'État ont restreint l'accès à certaines régions, mais elles n'ont pas mis en application leurs mesures de manière cohérente. Les zones non sécurisées où des bâtiments endommagés se sont effondrés ont été condamnées après l'explosion (discussions avec les partenaires opérationnels 11/08/2020).

## Capacité de réponse

### Mobilisation communautaire et réponse

- Les personnes locales, les organismes communautaires et les ONG mobilisés par Beyrouth pour nettoyer après l'explosion, éliminer les déchets, évaluer les dommages, fournir des abris, des aliments, des articles non alimentaires, commencent leurs activités de reconstruction et fournissent des solutions d'abri temporaire. Ces initiatives locales et souvent bénévoles ont joué un rôle majeur dans la réponse.
- OCHA ONU a commenté l'approche structurée de la société civile et de la réponse communautaire. Il existe un solide réseau d'acteurs humanitaires locaux et d'organismes qui recueillent et diffusent des informations concernant la réponse, à l'aide de communications WhatsApp. Compte tenu des ressources limitées en raison du climat économique et des besoins aigus, il reste à voir si la structure de la société civile sera en mesure de coordonner efficacement.
- Le Liban est connu pour avoir une société civile active, avec des milliers d'ONG enregistrées, ainsi que d'autres initiatives non formelles. Cette communauté florissante a évolué en raison du dysfonctionnement de l'État, qui a souvent été incapable de subvenir aux besoins de sa population. Certains groupes bénévoles, formés pour aider les personnes à traverser la crise économique, étaient prêts à répondre rapidement, en organisant les bénévoles pour distribuer de la nourriture et d'autres articles. Il est communément reconnu que les groupes de bénévoles comblent les lacunes que le gouvernement n'est pas en mesure de combler. Ces groupes locaux ont indiqué qu'ils avaient l'intention de poursuivre leurs efforts. Or, compte tenu de la pression économique à laquelle tout le monde est soumis, cette intention peut être mise à l'épreuve (TNH 18/08/2020).

### Réponse nationale

- La société civile solide au Liban est largement attribuée au fait que le gouvernement n'a pas pu répondre aux besoins de la population. La crise économique actuelle, associée à la pandémie de la COVID-19, est susceptible de continuer à mettre au défi la capacité du gouvernement à répondre aux besoins sur le terrain.
- Le 9 août, les autorités libanaises ont déclaré que la phase vitale de recherche et de sauvetage était terminée. La réponse initiale a été soutenue par les organisations locales et internationales, ainsi que par les équipes internationales de recherche et de sauvetage en milieu urbain (RSMU).

---

5 Un état d'urgence selon le décret législatif n° 52/1967 accorde aux forces de l'armée des pouvoirs exceptionnels sur les affaires civiles et des responsabilités sur des questions de sécurité de la ville, et toutes les unités armées, y compris les forces de sécurité internes, la sécurité générale, la sécurité de l'État, les douanes et les forces armées dans d'autres établissements sont sous leurs ordres. Conformément à ce décret législatif, l'armée pendant un état d'urgence aura le pouvoir de juger des civils devant des tribunaux militaires pour des « crimes liés à l'atteinte à la sécurité », d'interdire les rassemblements qu'elle considère comme une menace

- Le 10 août, l'Armée libanaise a demandé un rôle plus important dans la coordination de la réponse. Le gouvernement a également annoncé un état d'urgence (décret 52/1967) qui accorde aux forces armées des pouvoirs exceptionnels sur les affaires civiles<sup>5</sup> (Daily Star 13/8/20).
- Le 14 août, le gouvernorat de Beyrouth a décidé que les organisations humanitaires et les bénévoles auraient besoin d'un permis émis par l'armée pour exercer leurs activités, une décision qui a été rejetée après l'intervention de l'ONU. Une source du gouvernorat a dit à TNH que les organisations devaient maintenant simplement « se connecter » avec la municipalité de Beyrouth (TNH 18/08/2020).
- La communauté internationale devra établir un équilibre prudent entre la coordination opérationnelle avec le gouvernement civil et les forces armées (nécessaire à la mise en place d'une réponse efficace), tout en maintenant la neutralité et l'impartialité humanitaires.

### Réponse internationale : Appel éclair

- Avec 1,5 million de réfugiés syriens, une crise économique de plus en plus profonde et un nombre croissant de cas COVID-19, le soutien de la communauté internationale sera essentiel.
- Le Coordonnateur humanitaire (CH) et l'Équipe humanitaire du pays (EHP) sont responsables de la mise en œuvre de l'appel éclair lancé le 14 août. L'ONU a demandé 565 millions USD pour aider le Liban à gérer les conséquences de l'explosion. On ignore combien d'argent les donateurs seront prêts à donner, compte tenu de leurs propres problèmes financiers liés à la COVID-19 et de la crainte qu'une partie de l'argent soit acheminée par le biais d'autorités libanaises prétendument corrompues.
- L'HCT est soutenue par une cellule d'opération d'urgence (COU). Pour répondre à l'explosion, des secteurs humanitaires ont été établis pour assurer la coordination. Une structure de coordination flexible a été mise en place pour permettre la fourniture d'une aide d'urgence aux plus vulnérables et soutenir la transition vers la reconstruction (OCHA 14/08/2020).
- De nombreux secteurs et partenaires renforcent leur présence pour améliorer leur capacité de coordination pendant la réponse d'urgence.
- Des structures de coordination formelles sont renforcées, notamment avec l'arrivée d'une équipe UNDAC pour augmenter la capacité d'OCHA à soutenir la HC, mais au moment de la rédaction du présent document, il y avait peu d'informations sur la

pour la sécurité, de fermer les lieux de rassemblement, de mettre en place des couvre-feux, de censurer les médias, d'imposer des arrestations à domicile, de pénétrer dans les maisons à tout moment pour des raisons de sécurité, d'infliger des amendes et d'expulser les personnes suspectes qui représentent une menace pour la sécurité (Daily Star 13/8/20).

manière dont le nombre important d'acteurs non formels seraient liés à la structure de coordination du HCT. Certains acteurs ont suggéré que cela sera difficile, car les mécanismes de responsabilisation nécessaires ne sont actuellement pas en place (HelpAge International 19/08/2020).

- Le Forum humanitaire libanais d'ONGI (Lebanon Humanitarian INGO Forum – LHIF) est un organisme de coordination indépendant et non formel constitué de 55 ONGI travaillant dans le pays pour répondre aux besoins des plus vulnérables. Les membres du LHIF jouent un rôle actif dans la coordination de la réponse, avec l'homme qui co-préside les secteurs mis en place dans le Centre des opérations d'urgence (LHIF).
- Les ONG et les ONGI continuent de former des coalitions autour de modalités spécifiques, telles que les petites et moyennes entreprises ou les moyens de subsistance.

### Réponse continue des acteurs nationaux et internationaux

Du 6 au 13 août, l'évaluation des besoins multisectoriels (MSNA) de la CRL a demandé aux ménages s'ils avaient reçu une assistance quelconque pour les aider à se remettre de l'impact de l'explosion. Les conclusions de cette étude suggèrent que de nombreuses régions autour de la zone de l'explosion n'avaient pas reçu d'assistance. La proportion de répondants signalant qu'ils n'ont pas reçu d'assistance est indiquée dans le tableau ci-dessous. Un certain nombre de zones plus vulnérables ne sont actuellement pas couvertes par les données de la CRL (voir la carte à la page 23 de ce rapport). Cependant, les évaluations sont en cours et des données supplémentaires seront publiées sous peu.

### Pourcentage de régions ayant terminé les évaluations des besoins multisectoriels : du 8 au 13 août. Notez que les évaluations sont en cours

Mina Elhosn	100%
Port	100%
Bachoura	84%
Ashrafieh	83%
Rmeil	80%
Marfa	80%
other	79%
Saifi	76%
Medawar	68%
Beirut Central District	57%
Karantina	33%

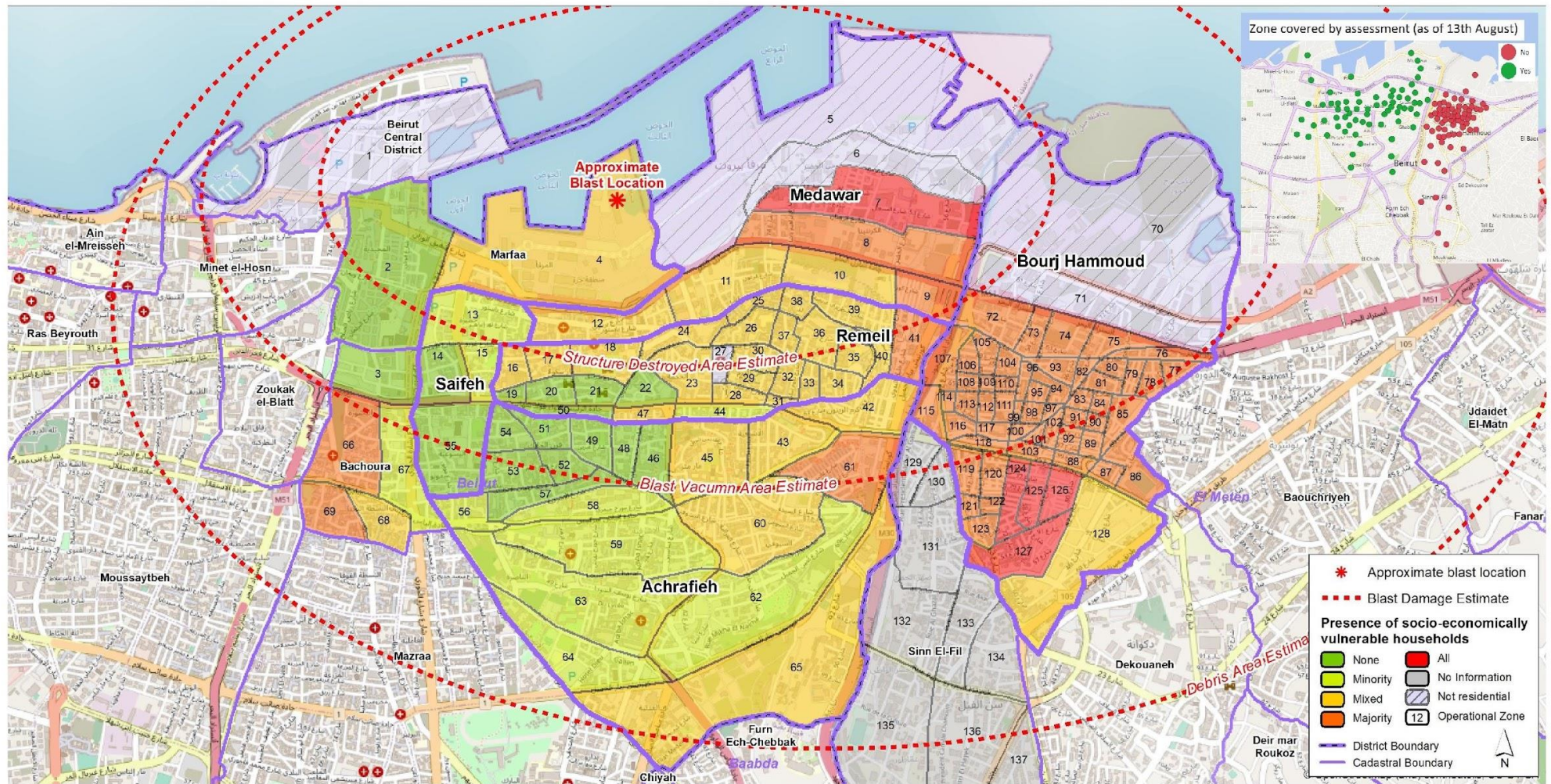
## Évaluations

- Au 20 août, Achrafieh, Bachoura, Mazraa, Rmeil, Medawar et Saifi dans le gouvernorat de Beyrouth, et Bourj Hammoud et Bauchriya sont les régions où la plupart des évaluations sont menées. Rmeil, Bourj Hammoud, Medawar et Achrafieh sont les cadastres les plus évalués. Cependant, la couverture géographique (au-delà des cadastres) et la taille de l'échantillon de ces évaluations varient. Les évaluations actuelles, bien qu'elles soient très utiles, ne sont pas représentatives de l'ensemble de la population touchée dans le Grand Beyrouth. De plus, certaines évaluations sont incomplètes (c.-à-d. la collecte de données est en cours) et les conclusions concernant les régions les plus touchées par l'explosion et les besoins prioritaires de la population sont susceptibles de changer à mesure que de nouveaux cadastres sont interrogés, en particulier lorsque les régions les plus vulnérables sur le plan socio-économique seront évaluées.
- L'analyse des données d'évaluation des besoins par rapport au statut de vulnérabilité socio-économique des zones suggère que **les communautés les plus vulnérables ont été évaluées moins que les autres communautés de Beyrouth** (bien que les évaluations soient en cours).
- Pour comprendre la portée géographique des évaluations des besoins, une analyse des données d'évaluation des besoins par rapport à la vulnérabilité socio-économique des zones a été réalisée. La vulnérabilité socio-économique a été estimée au niveau de la zone en fonction des données provenant de l'ONU-Habitat (Figure 1 ci-dessous).
- Les évaluations des besoins sont actuellement effectuées au niveau du ménage. Évaluation initiale axée sur les zones les plus proches de l'explosion. Au 13 août, ~1 100 bâtiments et ~4 100 ménages ont été évalués.
- La collecte de données principale effectuée par les partenaires n'est pas homogène en ce qui concerne la taille des échantillons ou la couverture géographique. La mise à l'échelle à partir d'un échantillon inégal ne tiendra pas compte des différences entre chaque région et ne permet pas une représentation complète et précise de la situation.
- Sur la base de l'emplacement fourni par les données de l'évaluation des besoins multisectoriels (Multisectoral Needs Assessment – MSNA) de la CRL, il était possible de comparer les zones évaluées par rapport à la vulnérabilité socio-économique (Figure ci-dessous).



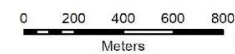
Lebanon: Beirut Explosion  
Zone Socio-economic Vulnerability with ACAPS blast radius damage estimate

MA040 v1



These zones were developed to help coordinate and collaborate on relief efforts at the operational level. Level 3 Administrative boundaries in Lebanon 'Cadasters' were divided into Zones. Those zones will be used as a reference to facilitate the data collection for all different aspects of the response. A Zone can be defined as a cluster of built-up plots separated by the road network within the Administrative Level 3 – Cadasters of Lebanon.

The socio-economic status of households living pre-blast in each zone was estimated by UN-Habitat based on (1) a national ranking of 498 disadvantaged area undertaken to inform the ongoing UN-Habitat-UNICEF Neighbourhood Profiling project and (2) a visual assessment in the field on 12 August 2020. The blast zone impact estimates have been calculated by ACAPS using satellite imagery, NASA blast impact data and on-ground informants.



Data Sources: OpenStreetMap, Lebanese Red Cross, OCHA, HDX, UN Habitat, UNICEF, ACAPS

The depiction and use of boundaries, names and associated data shown here do not imply endorsement or acceptance by MapAction.

**Created** 21 Aug 2020 / 10:00 UTC +03.00

**Projection & Datum** WGS 1984 UTM Zone 36N / WGS

**GLIDE Number** OT-2020-000177-LBN

Produced by MapAction  
mapaction.org  
lebanon@mapaction.org

Supported by the UK Department for International Development, the German Federal Foreign Office and the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

**acaps** **Beirut Explosions Needs Assessment**  
**Zones Surveyed and Socio-Economic Vulnerability**

**Zone Surveyed**

- (Blank)
- N
- Y

**Socio-Economic Vulnerability**

- (Blank)
- All poor
- Half poor/half not poor
- Majority poor
- Minority poor
- None poor
- Not residential
- Unknown

**Survey Location, Neighbourh**

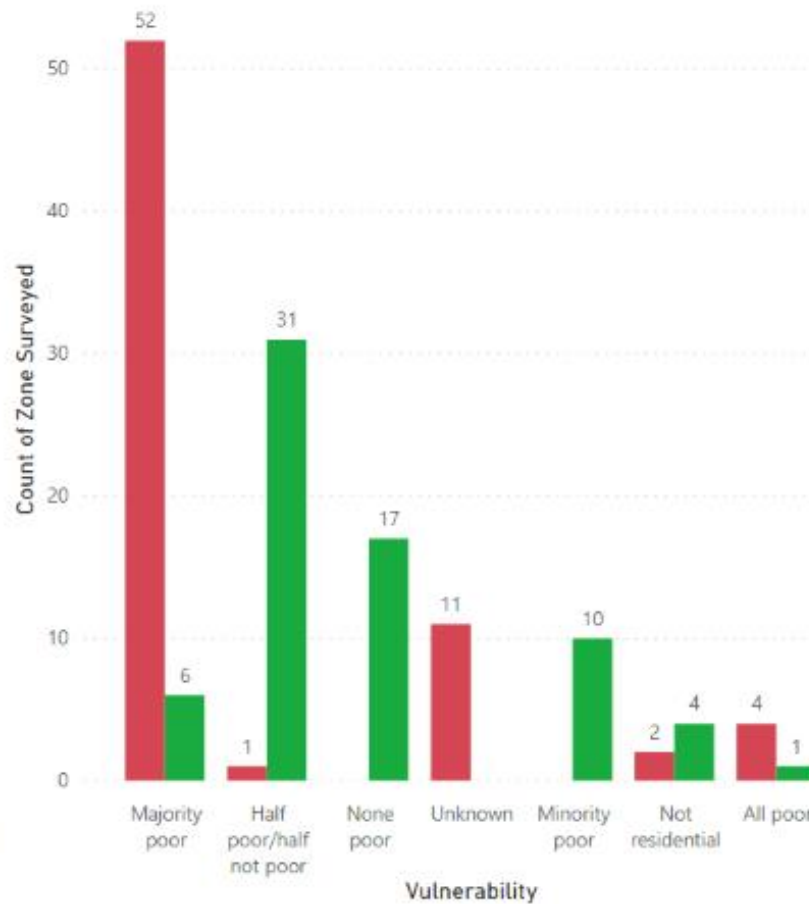
- Ashrafieh
- Bachoura
- Beirut Central District
- Karantina
- Marfa
- Mdaouar
- No Survey
- Rmeil
- Saifi

**Notes**

The socio-economic status of households living pre-blast in each zone is estimated by UN-Habitat.

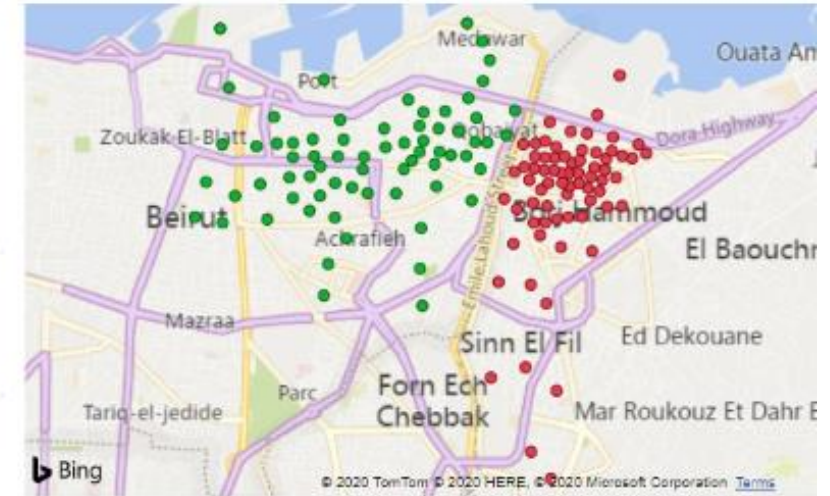
Zone surveyed vs Socio-economic vulnerability

Zone Surveyed ● N ● Y



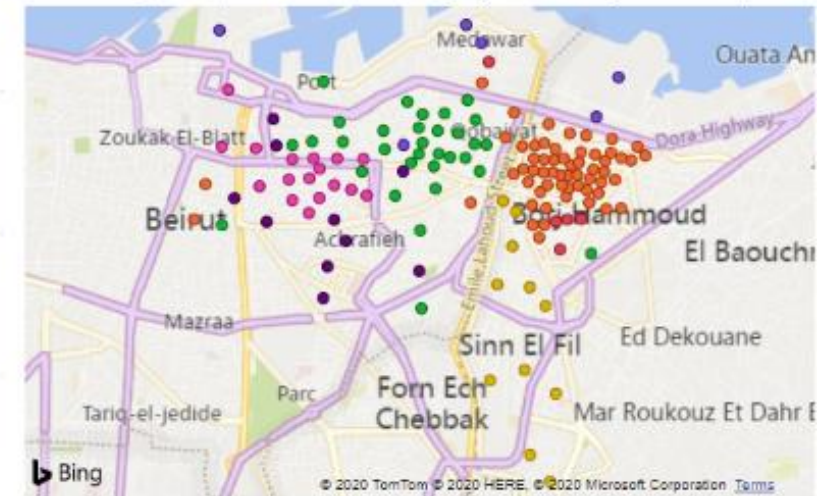
Zone Surveyed

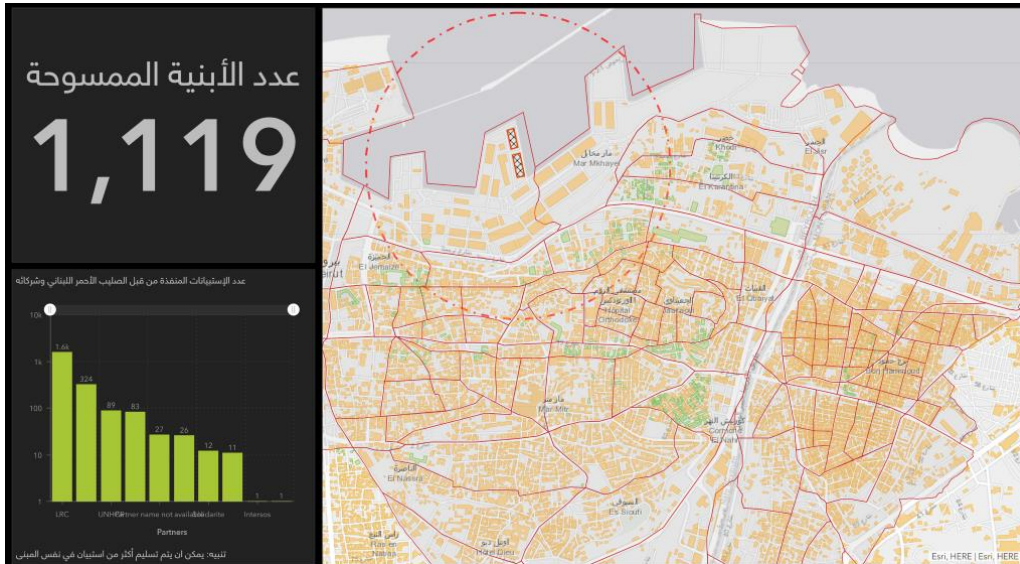
Zone Surveyed ● N ● Y



Zone Socio-Economic Vulnerability

Vulnerability ● All poor ● Half po... ● Majority ... ● Minority ... ● None p...





- Les données d'évaluation des besoins actuels suggèrent que 52/58 zones majoritairement pauvres n'ont pas été évaluées. Bien que certaines zones opérationnelles de Bourj Hammoud aient été fortement évaluées, d'autres ne l'ont pas été malgré l'analyse des dommages par satellite qui suggère que ces régions ont également été touchées de manière significative par l'explosion. Il n'est pas encore clair si certaines zones opérationnelles de Bourj Hammoud ont été moins évaluées que d'autres parce qu'elles sont moins peuplées. Cela met en évidence un écart d'information potentiel dans la compréhension des besoins dans les communautés les plus vulnérables et les plus touchées de Beyrouth (bien que les évaluations soient en cours).
- Cette analyse repose sur les données de l'évaluation des besoins disponibles au niveau du bâtiment (Figure 3 ci-dessus).
- Comme l'évaluation continue, il est recommandé que les zones les plus vulnérables soient ciblées pour l'évaluation des besoins.
- Afin de soutenir une portée géographique plus large, la communauté humanitaire peut décider de mener des enquêtes de cadastres ou de quartiers comme alternative aux enquêtes auprès des ménages. Avec la prévalence de la COVID-19 et la possibilité de confinements locaux dans la ville, la transition d'enquêtes auprès des ménages à des enquêtes de cadastres/quartiers à l'aide des informateurs clés pour rendre compte du cadastre/quartier dans son ensemble peut favoriser une compréhension plus rapide et plus approfondie des besoins dans les zones touchées.
- L'impact sur les moyens de subsistance ou sur la santé des personnes touchées par l'explosion, mais qui vivent en dehors de ces zones, par exemple les travailleurs

portuaires ou les travailleurs du secteur des services, n'a pas été pris en compte dans les premières évaluations. Beaucoup de ces travailleurs vivent dans des régions plus pauvres. La perte de revenus domestiques dans les communautés vulnérables peut avoir un impact sur un grand nombre de personnes à charge.

## Limitations et lacunes en matière d'information

### Limitations et lacunes globales en matière d'information

- Cette analyse vise à fournir une image globale de la situation dans de multiples secteurs et dans la région la plus touchée par l'explosion. Elle donne une impression générale de la situation dans chaque secteur. Elle ne fournit pas (ni ne cherche à fournir) le niveau de détail nécessaire à une planification approfondie de la réponse sectorielle.
- Les secteurs pour lesquels on dispose actuellement du plus grand nombre d'informations sont l'abri et la santé. Les évaluations à grande échelle des besoins en matière d'abri et de reconstruction n'ont pas encore été publiées, ce qui rend les comparaisons entre quartiers difficiles (Banque mondiale 09/08/2020).
- Il manque des informations sur la fourniture d'électricité, ventilées par quartier. Les banlieues de Beyrouth ont connu de longues coupures de courant avant l'explosion, principalement en raison de la pénurie de carburant, des mauvaises infrastructures électriques et de la forte demande pendant l'été. Il n'est pas clair si certaines régions présentent des problèmes d'électricité supplémentaires suite à l'explosion.
- Les données sur les besoins nutritionnels sont rares, ainsi que sur les soins de santé maternelle et infantile.
- Jusqu'à présent, une compréhension de l'impact de la réponse à travers une perspective de genre fait largement défaut.
- L'explosion a touché des groupes vulnérables tels que les réfugiés et les travailleurs migrants. Cependant, il n'y a pas assez d'informations sur le nombre de réfugiés ou de migrants touchés, car on ne disposait pas d'une base de référence fiable sur le nombre de ces personnes vivant et travaillant dans la zone directement touchée par l'explosion. Des rapports non confirmés suggèrent que, après l'explosion, certains travailleurs migrants ont été abandonnés par les familles pour lesquelles ils travaillaient, les laissant sans abri, sans moyens de subsistance et, souvent, sans documentation. Cette tendance s'était accentuée avant l'explosion du port. En raison de la crise économique, les personnes n'étaient plus en mesure de payer les travailleurs domestiques et, souvent, les ont abandonnés ou ont cessé de payer leurs salaires, ce qui a conduit à une situation de protection très précaire, beaucoup d'entre eux dormant à l'extérieur de leur ambassade respective. Davantage d'évaluations sont nécessaires pour étudier l'ampleur de cette préoccupation et la manière dont les vulnérabilités préexistantes sont exacerbées.

Faute de clarté autour des noms et des limites de la division administrative du gouvernorat de Beyrouth, les profils des régions touchées peuvent contenir certaines imprécisions, particulièrement en ce qui concerne l'orthographe anglaise des cadastres ou des petits quartiers, ainsi que l'emplacement exact des quartiers reconnus de manière informelle ou traditionnelle au sein du cadastre.

- À ce jour, il y a peu d'informations sur la manière dont la communauté perçoit la réponse et sur les personnes qui y participent, sur les personnes auxquelles ils font confiance, sur leurs sources d'informations et sur leurs préférences au moment où elles essaient de se remettre sur pied. Les médias libanais font de plus en plus état de la prolifération des évaluations et des organismes d'intervention. La colère contre les autorités gouvernementales qui essaient de répondre à la crise est également très forte.
- Dans certains rapports d'évaluation, les équipes de collecte de données ont signalé des signes de dépression et de désorientation au sein de la population évaluée. Il faut noter que les personnes qui ont recueilli les informations étaient des généralistes et ne cherchaient pas à diagnostiquer ces conditions ; cependant, on pense que cela a pu contribuer aux incohérences et aux lacunes globales des données recueillies. (HelpAge 14/08/2020).

## Lacunes et limitations en matière d'information par secteur

- **Abri:** Les personnes interrogées au cours des premières heures après l'explosion étaient traumatisées et n'ont pas répondu à toutes les questions posées, ce qui est compréhensible (HelpAge et al. 18/08/2020). Il est probable que les personnes dont les maisons ont été endommagées et rendues inhabitables puissent déménager d'un lieu d'hébergement à un autre. Cela peut rendre difficile le suivi de leurs besoins en matière d'abri et augmente la probabilité qu'ils soient comptés deux fois ou qu'ils ne soient pas pris en compte dans les évaluations des besoins (discussions avec les partenaires opérationnels 09/08/2020).
- Les données sur les emplacements spécifiques actuels des personnes déplacées ne sont pas disponibles, ce qui rend plus difficile l'évaluation des structures d'accueil et des familles d'accueil qui ont besoin de soutien.
- De plus amples informations sont également nécessaires concernant les raisons pour lesquelles certaines personnes restent dans leur maison d'origine même lorsqu'elle est endommagée et si cela est dû à des dommages relativement limités, à l'impossibilité de déménager ailleurs en raison de contraintes financières ou à la crainte de ne pas pouvoir revenir si elles déménagent temporairement.
- **Santé:** L'évaluation de la CRL montre un pourcentage élevé de personnes signalant des maladies chroniques. Toutefois, il n'y a pas de données ventilées sur les types de maladies chroniques affectant la population vivant dans les régions les plus proches de l'explosion. Il est donc difficile de prévoir les types de médicaments et de services spécifiques dont les personnes pourraient avoir besoin après l'explosion,

soit parce qu'elles n'ont pas les moyens de les acheter, soit parce qu'elles ne les trouvent pas sur le marché.

- Les effets à long terme de la libération de substances chimiques et de matières dangereuses sur la santé des habitants et sur l'environnement doivent être étudiés plus en détail. Les évaluations sont en cours.
- **Sécurité alimentaire:** La moitié des libanais interrogés en juin par le PAM se préoccupaient déjà du manque de nourriture. Il sera essentiel de comprendre la situation de sécurité alimentaire au lendemain de l'explosion.
- Il n'y a pas d'image claire concernant la disponibilité globale des appareils de cuisine (tels que les brûleurs à gaz/les plaques) et de conservation des aliments (réfrigérateurs) sur la base des évaluations publiées. Si ceux-ci ont été perdus ou endommagés pendant l'explosion, l'accès durable et à long terme des ménages à la nourriture sera mis au défi. Le gaz est le plus souvent utilisé à des fins de cuisson. L'accès au gaz a posé un problème immédiatement après l'explosion. Cependant, le gaz a été rétabli dans la plupart des ménages.
- Au moment de la rédaction de cette analyse, les évaluations du marché étaient en cours.
- Il convient, si possible, de localiser les bases de référence nutritionnelles pertinentes afin de pouvoir mesurer tout changement dans l'état nutritionnel des jeunes enfants.
- **Moyens de subsistance:** Jusqu'à présent, il n'y a pas d'estimations précises pour les catégories de magasins et d'entreprises détruites ou fortement endommagées et il n'est donc pas possible d'évaluer quelles sections du secteur des services ont été les plus touchées, y compris combien de personnes ont perdu leurs moyens de subsistance directement à la suite de l'explosion. Cela signifie également qu'il n'y a pas d'image claire de l'endroit et du degré de réduction des produits et services auxquels les personnes avaient habituellement accès. Les évaluations sont en cours.
- Il est peut-être trop tôt pour évaluer de manière exhaustive les stratégies d'adaptation négatives sur lesquelles les ménages qui ont perdu des revenus et des emplois au lendemain de l'explosion pourraient être contraints de se reposer. La compréhension des mécanismes d'adaptation que les personnes utilisaient déjà pour faire face à la crise financière sera le meilleur point de départ pour prédire ce que les ménages touchés par l'explosion feront pour survivre. De nombreuses personnes avaient épuisé leurs économies et avaient diminué leur consommation alimentaire, en particulier de produits chers et importés comme la viande ou le lait pour bébé.
- Le port abritait le secteur de la pêche. À ce stade, il n'y a pas d'informations relatives à l'impact de l'explosion sur l'industrie de la pêche.
- **Eau, assainissement et hygiène (WASH):** Il n'existe aucune information concernant les stratégies d'adaptation des ménages qui n'ont plus accès à l'approvisionnement en eau et/ou aux toilettes.
- **Éducation:** Il n'est pas clair si les écoles pourront rouvrir en septembre, après la période habituelle de vacances d'été, ou si elles resteront fermées en raison de l'augmentation des cas de COVID-19 et des dégâts dans des douzaines de centres d'apprentissage et d'écoles à Beyrouth.

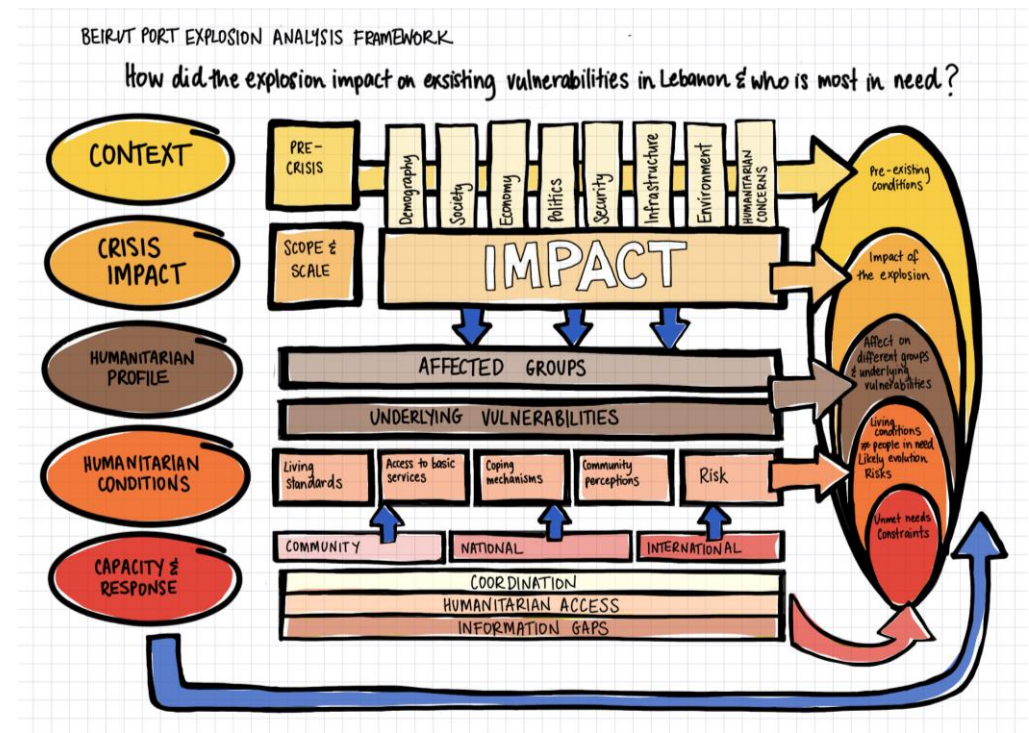
- Des évaluations des centres d'éducation non formelle seront nécessaires. De nombreuses personnes, y compris des réfugiés, dépendent d'une éducation non formelle (UNICEF 11/08/2020).
- **Télécommunications:** Les évaluations des services de télécommunications à Karantina sont toujours en cours et aucune information n'est disponible concernant l'étendue des dommages potentiels aux réseaux et à la connectivité dans la région (ET Cluster 13/08/2020).
- **Protection:** Peu d'informations sont disponibles sur l'impact de l'explosion sur les groupes vulnérables ou sur les mécanismes d'adaptation négatifs liés à la protection auxquels les personnes sont contraintes de recourir. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour suivre l'augmentation du nombre de cas de VSS et des problèmes graves de santé mentale. Il y a peu d'informations de base en général sur les personnes LGBTIQ+ qui sont souvent invisibilisées dans les statistiques et les données, ce qui empêche de mesurer l'impact sur elles et de planifier les moyens de les protéger.

## Méthodologie

Les conclusions qui forment la base de cette analyse de situation ont été tirées à l'aide de diverses méthodes complémentaires:

- Examen de données secondaires pour comprendre le contexte avant la crise, l'impact de la crise, les conditions humanitaires, le profil des personnes touchées et la capacité de réponse. Cette analyse s'appuie sur l'examen des données secondaires de la cellule d'évaluation et d'analyse publié le 12 août 2020, ainsi que sur les rapports de situation publiés par l'ONU, les organisations humanitaires et les médias
- Analyse des premières données recueillies auprès de plus de 4 000 ménages dans 10 cadastres entre le 7 et le 13 août 2020, dans le cadre de l'analyse des besoins multisectoriels (MSNA) dirigée par la Croix-Rouge libanaise (CRL) et les partenaires. La collecte de données est toujours en cours et une analyse plus approfondie sera disponible à une date ultérieure. Dans ce rapport, l'analyse menée par ACAPS et les partenaires de la CRL vise à fournir un aperçu des besoins et des conditions globaux de la population touchée. Une analyse plus approfondie sera réalisée par la CRL et les partenaires opérationnels
- Analyse de régression<sup>6</sup> de ces données provenant de l'évaluation des besoins multisectoriels pour identifier les relations statistiquement significatives entre les besoins, les groupes de population et les régions
- Analyse des rapports d'évaluation des besoins fournis par 8 agences opérationnelles

- Deux séries d'entretiens d'informateurs clés menées entre le 9 et 20 août avec 14 experts en matière d'aide humanitaire ou de développement vivant et travaillant dans la région touchée (4 femmes, 10 hommes ; 10 libanais, 4 expatriés) pour recueillir des informations qualitatives sur les régions touchées, les secteurs prioritaires et les préoccupations en matière de protection, et pour aider à la triangulation des sources d'informations
- Analyse conjointe, conseils techniques et examen des aspects clés du rapport par des experts dans la cellule d'évaluation et d'analyse (A&A) du Centre d'opérations d'urgence (EOC), chefs sectoriels, experts de secteurs humanitaires, membres du Forum humanitaire libanais d'ONGI et analystes et universitaires travaillant au Liban.



<sup>6</sup> Méthode statistique qui vise à déterminer la force et le caractère de la relation entre une variable dépendante (généralement indiquée par Y) et une série d'autres variables (appelées variables indépendantes)



## À propos de la Cellule d'évaluation et d'analyse (A&A)

Le 5 août 2020, les Nations Unies ont établi un Centre d'opérations d'urgence (EOC), dirigé par OCHA et les experts de l'équipe d'évaluation des catastrophes et de coordination des Nations Unies (UNDAC) afin d'effectuer une analyse rapide de la situation sur le terrain et de coordonner les activités d'intervention d'urgence en réponse à l'explosion du port Beyrouth.

La cellule A&A du Centre des opérations d'urgence a demandé à ACAPS et aux partenaires MapAction, Mercy Corps, OCHA/UNDAC, REACH, ONU Environnement et d'autres acteurs opérationnels de rassembler des informations pour mener une analyse de situation. Ce rapport vise à fournir un résumé des informations existantes sur la crise, le contexte avant la crise et les vulnérabilités sous-jacentes des communautés touchées afin d'éclairer la planification des réponses et la conception d'évaluations plus détaillées.

La cellule A&A souhaite remercier la CRL (Croix-Rouge libanaise) et les autres acteurs opérationnels qui ont fourni des données d'évaluation rapide et des informations sur les besoins.

La cellule A&A continue de recueillir des informations sur les évaluations précédentes et en cours et tient un registre d'évaluation accessible à tous les acteurs à titre de référence.

Au fur et à mesure que des ensembles de données deviennent disponibles à partir des évaluations des partenaires opérationnels, la cellule A&A vise à mener d'autres activités d'analyse des données et des lacunes via un cadre d'analyse développé pour le contexte spécifique à Beyrouth. Les résultats seront partagés avec tous les acteurs, lorsqu'ils seront disponibles, afin de contribuer à la fourniture d'aide et d'éclairer la planification de la réponse.

La cellule A&A a également développé une méthodologie à distance pour les entretiens d'informateurs clés qui peut être utilisée par les acteurs afin de réduire le recours aux entretiens physiques, ce qui est utile dans le contexte de COVID-19.

L'engagement se poursuit avec la municipalité de Beyrouth, la CRL et ONU-HABITAT pour développer un système destiné à visualiser les activités de réponse en cours. La cellule A&A continue également à soutenir l'évaluation des besoins multisectoriels dirigée par la CRL.

Les partenaires sont encouragés à partager toute évaluation, rapport et ensemble de données avec la cellule A&A afin qu'ils puissent continuer à fournir un soutien coordonné.